

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 16 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1991	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 194

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1992 (1)

Για την κύρωση της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου 1986.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο

Κυρούται και έχει ισχύ νόμου η Διεθνής Συμφωνία Σίτου 1986 που αποτελείται από:

Α. Τη Σύμβαση Εμπορίας Σίτου 1986

Β. Τη Σύμβαση Επισιτιστικής Βοήθειας 1986

Γ. Το Κοινό Προοίμιο αυτών.

Η Ελλάδα υπέγραψε τη Συμφωνία στις 30 Ιουνίου 1986. Το πρωτότυπο κείμενο της Συμφωνίας στη γαλλική γλώσσα, καθώς και η μετάφρασή του στην ελληνική έχουν ως ακολούθως:

LONDRES, Mars 1986

ACCORD INTERNATIONAL
SUR LE BLE DE 1986
TABLE DES MATIERES

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1986

ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE DE 1986
PREAMBULE

Les signataires du présent Accord,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou reconduit à diverses reprises, aboutissant à la conclusion de l' Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que les dispositions de l' Accord international sur le blé de 1971, composé de la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980, d'autre part, telles qu'elles ont été prorogées par Protocole, viendront à expiration le 30 juin 1986 et qu'il est souhaitable de conclure un accord pour une nouvelle période,

Sont convenus que l'Accord international sur le blé de 1971 sera actualisé et intitulé l'Accord international sur le blé de 1986, lequel comprendra deux intsruments juridiques distincts

a) la Convention sur le commerce du blé de 1986 et

b) la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986

et que chacune de ces deux Conventions, ou l'une des deux suivant qu' il conviendra, sera soumise, conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles,]a la signa ture et à la ratification, l' acceptation ou l' approbation des gouvernements intéressées.

CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE DE 1986
PREMIERE PARTIE - GENERALITES

ARTICLE PREMIER

Objectifs

La présente Convention a pour objet:

a) de favoriser la coopération internationale dans tous les aspects du commerce du blé et des autres céréales, notamment du fait que ces derniéres exercent une influence sur la situa tion du blé;

b) de favoriser le développement du commerce international des céréales et d'assurer que ce commerce s'effectue le plus librement possible, entre autres en éliminant les entraves au commerce ainsi que les pratiques déloyales et discriminatoires, dans l'intérêt de tous les membres, en particulier des membres en développement;

c) de contribuer, autant que possible, à la stabilité des marchés internationaux des céréales dans l' intérêt de tous les membres, de renforcer la sécurité alimentaire mondiale et de contribuer au développement des pays dont l' économie dépend dans une mesure importante de la vente commerciale des céréales;

d) de fournir un cadre pour l' échange d' informations et pour l'examen des préoccupations des membres concernant le commerce des céréales, et

e) de fournir un cadre approprié pour la négociation éven tuelle d' un nouvel accord international ou d' une nouvelle con vention internationale qui contiendrait des dispositions écono miques.

ARTICLE 2
Définitions

Aux fin de la présente Convention:

1) a) "Conseil" désigne le Conseil international du blé con titué par l'Accord international sur le blé de 1949 et maintenu en existence par l'article 9;

b)i) "membre" désigne une partie à la prèsente Convention;

ii) "membre exportateur" désigne un membre auquel ce statut a été conféré en vertu de l'article 12;

iii) "membre importateur" désigne un membre auquel ce statut a été conféré en vertu de l'article 12;

c) "Comité exécutif" désigne le Comité constitué en vertu de l'article 15;

d) "Sous-Comité de la situation du marché" désigne le Sous-Comité constitué en vertu de l'article 16;

e) "céréale" ou "céréales" désigne le blé, la farine de blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, le millet et le sorgho ainsi que toute autre céréale et tout autre produit céréalier que le Conseil pourra décider;

f) i) "achat" désigne, suivant le contexte, l'achat de céréales aux fins d'importation ou la quantité de céréales ainsi achetée;

ii) "vente" désigne, suivant le contexte, la vente de céréales aux fins d'exportation ou la quantité de céréales ainsi vendus;

ARTICLE 2 (suite)

iii) lorsqu'il est question dans la présente Convention d'un achat ou d'une vente, il est entendu que ce terme désigne non

seulement des achats ou des ventes conclus entre les gou vernements intéressés, mais aussi les achats ou les ventes con clus entre des négociants privés et des achats ou des ventes conclus entre un négociant privé et le gouvernement intéressé;

g) "vote spécial" désigne un vote qui exige au moins les deux tiers des suffrages exprimés par les membres exportateurs pr-ésents et votants et au moins les deux tiers des suffrages exprim-és par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément;

h) "année agricole" désigne la période du 1er juillet au 30 juin;

i) "jour ouvrable" désigne un jour ouvrable au siége du Conseil.

2) Toute mention dans la présente Convention, d'un "gou vernement" ou de "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (dénommée ci-aprés la CEE). En conséquence, toute mention, dans la présente Conven tion, de "la signature" ou du "dépôt des instruments de ratifi cation, d'acceptation ou d'approbation" ou d'un "Instrument d'adhésion" ou d'une "déclaration d'application à titre provi soire" par un gouvernement, est, dans le cas de la CEE, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la CEE par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la CEE pour la con clusion d'un accord international.

ARTICLE 3

Information, rapports et études

1) Aux fins de faciliter la réalisation des objectifs énoncés à l'article premier, de rendre possible un échange de vues plus complet aux sessions du Conseil et d'assurer un apport continu de renseignements dans l'intérêt général de membres, des dispositions sont prises en vue d'assurer, réguliérement, la pr-éparation de rapports et un échange de renseignements ainsi que, lorsqu'il y a lieu, la préparation d' études spéciales. Ces rapports, échanges de renseignements et études ont trait aux céréales et portent essentiellement sur:

a) la situation de l'offre, de la demande et du marché;

b) les faits nouveaux relatifs aux politiques nationales et leurs incidences sur le marché international;

c) les faits nouveaux intéressant l'amélioration et l' accroissement des échanges, de l'utilisation, du stockage et des transports, particuliérement dans les pays en développement.

2) Aux fins d'augmenter la quantité et d'améliorer la pr-ésentation des données rassemblées pour les rapports et études mentionnés au paragraphe 1 du présent article, de per mettre à un plus grand nombre de membres de participer directe ment aux travaux du Conseil et de compléter les directives déjà fournies par le Conseil à ses sessions, il est établi un sous-comité de la situation du marché qui exerce les fonctions spécifiées à l'article 16.

ARTICLE 4

Consultations sur les événements intervenus sur le marché

1) Si le Sous-Comité de la situation du marché, au cours de l'examen permanent du marché qu'il effectue en application de l' article 16, est d'avis que des événements intervenus sur le marché international des céréales sont de nature à porter pr-éjudice aux intérêts des membres, ou si de tels événements sont signalés à l'attention du Sous-Comité par le Directeur exécutif, de sa propre initiative ou à la demande de tout membre du Conseil, le Sous-Comité rend immédiatement compte au Comité exécutif de faits en question. Le Sous-Comité, en informant de la sorte le Comité exécutif, tient parti culiérement compte de circonstances qui sont de nature à porter préjudice aux intérêts des membres.

2) Le Comité exécutif se réunit dans les dix jours ouvr ables. pour analyser les événements en question et, s'il le juge approprié, demande au Président du Conseil de convoquer une session du Conseil pour examiner la situation.

ARTICLE 5

Achats commerciaux et transactions spéciales

1) "Achat commercial" désigne, aux fins de la présente Con vention, tout achat conforme à la défintion figurant à l'article 2 et conforme aux pratiques commerciales usuelles du commerce international, à l'exclusion des transactions visées au para-graphe 2 du présent article.

2) "Transaction spéciale" désigne, aux fins de la présente Convention, une transaction contenant des éléments, introduits par le gouvernement d'un membre intéressé, que ne sont pas con formes aux pratiques commerciales usuelles. Les transactions spésiales comprennent:

a) les ventes à crédit dans lesquelles, par suite d'une intervention gouvernementale, le taux d'intérêt, le délai de paiement ou d'autres conditions connexes ne sont pas conformes aux tâux, aux délais ou aux conditions habituellement pratiqués dans le commerce sur le marché mondial;

b) les ventes dans lesquelles les fonds nécessaires à l'operation sont obtenus du gouvernement du membre exportateur sous forme d'un prêt lié à l'achat des céréales;

c) les ventes en devises du membre importateur, ni transf-érables ni convertibles en devises ou en marchandises des tinées à être utilisées dans le membre exportateur;

d) les ventes effectuées en vertu d'accords commerciaux avec arrangements spéciaux de paiement qui prévoient des comptes de compensation servant à régler bilatéralement les soldes cr-éditeurs au moyen d'échange de marchandises, sauf si le membre exportateur et le membre importateur interessés acceptent que la vente soit considérée comme ayant un caract-ére commer cial;

ARTICLE 5 (suite)

e) les opérations de troc:

i) qui résultent de l'intervention de gouvernements et dans lesquelles les céréales sont échangées à des prix autres que ceux qui sont pratiqués sur le marché mondial, ou

ii) qui s' effectuent au titre d'un programme gouvememental d' achats, sauf si l' achat de céréales résulte d'une opération de troc dans laquelle le pays de destination finale des céréales n' est pas désigné dans le contrat initial de troc;

f) un don de céréales ou un achat de céréales au noyen d'une aide financière accordée spécialement à cet effet par le membre exportateur;

g) toutes autres catégories de transactions que le Conseil pourrait spécifier et qui contiennent des éléments, introduits par le gouvernement d' un membre intéressé, qui ne sont pas conformes aux pratiques commerciales usuelles.

3) Toute question soulevée par le Directeur exécutif ou par un membre en vue d'établir si une transaction donnée constitue un achat commercial au sens du paragraphe 1 ou une transaction spéciale au sens du paragraphe 2 du présent article est tranchée par le Conseil.

ARTICLE 6
Directives concernant les transactions à des conditions de faveur

1) Les membres s'engagent à effectuer toutes transactions à des conditions de faveur portant sur les céréales de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la produc tion et du commerce international.

2) A cette fin, les membres fournisseurs et les membres bénéficiaires prendront les mesures qui s'imposent pour faire en sorte que les transactions à des conditions de faveur s'ajoutent aux ventes commerciales raisonnablement prévisibles en l'absence de telles transactions et résultent en une augmen tation de la consommation ou des stocks dans le pays bénéficiaire. De telles mesures devront, en ce qui concerne les pays qui sont membres de la FAO, être conformes aux Principes et directives de la FAO en matière d'écoulement des excédents ainsi qu'aux obligations des membres de la FAO en matière de consultations et pourront disposer, entre autres, qu'un niveau déterminé d'importations commerciales de céréales, convenu avec le pays bénéficiaire, sera maintenu sur une base globale par ce pays. En formulant ou en ajustant ce niveau, il conviendra de tenir pleinement compte du volume des importations commer ciales au cours d'une période représentative, des tendances récentes de l'utilisation et des importations, ainsi que de la situation économique du pays bénéficiaire, notamment de la situation de sa balance des paiements.

3) Les membres, lorsqu'ils effectuent des opérations d' exportation à des conditions de faveur, doivent entrer en con sultation avec les membres exportateurs dont les ventes commer ciales pourraient être touchées par de telles transactions, autant que possible avant de conclure les arrangements nécessaires avec les pays bénéficiaires.

4) Le secrétariat fait périodiquement rapport au Conseil sur les faits nouveaux en matière de transactions à des condi tions de faveur portant sur des céréales.

ARTICLE 7
Notification et enregistrement

1) Les membres notifient régulièrement et le Conseil enreg istre pour chaque année agricole, en faisant la distinction entre les transactions commerciales et les transactions spéciales, toutes les expéditions de céréales effectuées par les membres et toutes les importations de céréales en prove nance de non-membres. Le Conseil enregistre également, dans la mesure du possible, toutes les expéditions effectuées par des non-membres à destination d'autres non-membres.

2) Les membres fournissent, dans la mesure du possible, les renseignements que le Conseil peut demander concernant leur offre et leur demande de céréales et signalent sans tarder toute modification de leurs politiques nationales en matière de céréales.

3) Aux fins du présent article:

a) les membres adressent au Directeur exécutif tous les ren seignements relatifs aux quantités de céréales ayant fait l'objet de ventes et achats commerciaux et de transactions spéciales, dont le Conseil, en foction de ses compétences, pourrait avoir besoin, y compris:

i) en ce qui concerne les transactions spéciales, les détails de ces transactions permettant de les classer selon les catégories définies à l'article 5;

ii) les détails disponibles concernant le type, la catégorie, le "grade" et la qualité des céréales en cause;

ARTICLE 7 (suite)

b) les membres, lorsqu'ils exportent des céréales, sont tenus d'envoyer au Directeur exécutif tous renseignements rela tifs à leurs prix à l'exportation dont le Conseil pourrait avoir besoin;

c) le Conseil recoit régulièrement des renseignements sur les frais de transport en vigueur pour les céréales, et les membres sont tenus de communiquer au Conseil tous renseignements complémentaires dont il pourrait avoir besoin.

4) Si une quelconque quantité de céréales arrive au pays de destination finale aprés revente, passage ou transbordement portuaire dans un pays autre que celui dont la céréale est ori ginaire, les membres fournissent dans toute la mesure du possible des renseignements permettant d'enregistrer l' expédition en tant qu'expédition du pays d'origine sur le pays de destination finale. Dans le cas d' une revente, les dispositions du présent paragraphe ne sont applicables que si la céréale est partie du pays d'origine pendant l'année agricole en cause.

5) Le Conseil établit un règlement concernant les notifica tions et les registres dont il est question dans le présent article. Ce règlement fixe la fréquence et les modalités suiv ant lesquelles ces notification doivent être faites et définit les obligations des membres à cet égard. Le Conseil arrête également la procédure de modification des registres et rélevés dont il assure la tenue, ainsi que les modes de réglement de tout différend pouvant surgir à cet égard. Si un membre quelconque manque de facon répétée et sans justifica tion aux engagements de notification contractés en vertu du présent article, le Comité exécutif engage des consultations avec le membre en cause afin de remédier à la situation.

ARTICLE 8
Différends et plaintes

1) Tout différend ralatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui n'a pu être réglé par voie de négociation est, à la demande de tout membre qui est partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

2) Tout membre qui estime que ses intérêts en tant que partie à la présente Convention sont sérieusement lésés du fait qu'un ou plusieurs membres ont pris des mesures de nature à compromettre le fonctionnement de la présente Convention peut saisir le Conseil. Le Conseil consulte immédiatement les membres intéressés afin de régler la question. Si la question n'est pas réglée par ces consultations, le Conseil examine plus avant la question et peut faire des recommandations aux membres intéressés.

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 9
Constitution du Conseil

1) Le Conseil international du blé, constitué en vertu de l'Accord international sur le blé de 1949, continue à exister aux fins de l'application de la présente Convention avec la com position, les pouvoirs et les fonctions prévus par ladite Convention.

2) Les membres peuvent être représentés aux réunions du Conseil par des délégués, des suppléants et des conseillers.

3) Le Conseil élit un président et un vice-président qui restent en fonction pendant une année agricole. Le Président ne jouit

pas du droit de vote et le Vice-Président ne jouit pas du droit de vote lorsqu'il fait fonction de Président.

ARTICLE 10
Pouvoirs et fonctions du Conseil

1) Le Conseil établit son règlement intérieur.

2) Le Conseil tient les registres prévus par les disposis tions de la présente Convention et peut tenir tous autres regis tres qu'il juge souhaitables.

3) Afin de pouvoir s' acquitter de ses fonctions en vertu de la présente Convention, le Conseil peut demander les statis tiques et les renseignements dont il a besoin, et les membres s'engagent à les lui fournir, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 7.

4) Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à l'un quelconque de ses comités ou au Directeur exécutif l'exercice de pouvoirs ou fonctions autres que les pouvoirs et fonctions suivants:

a) réglement des questions dont traite l'article 8;

b) réexamen, conformément à l'article 11, des voix des membres nommés dans l' annexe;

c) détermination des membres exportateurs et des membres importateurs et répartition de leurs voix conformément à l' article 12;

d) choix du siège du Conseil conforménent au paragraphe 1 de l'article 13;

e) nomination du Directeur exéxutif conformément au para graphe 2 de l' article 17;

f) adoption du budget et fixation des cotisations des membres conformément à l'article 21;

g) suspension des droits de vote d'un membre conformément au paragraphe 6 de l'article 21;

h) toute demande faite au Secrétaire général de la CNUCED de convoquer une conférence de négociation conformément à l' article 22;

ARTICLE 10 (suite)

i) exclusion d' un membre du Conseil en vertu de l' article 30;

j) recommandation d'amendement conformément à l'article 32;

k) prorogation ou fin de la présente Convention en vertu de l'article 33.

Le Conseil peut à tout moment rappeler cette délégation de pouvoirs à la majorité des voix exprimées.

5) Toute décision prise en vertu des tous pouvoirs ou fonc tions délégués par le Conseil, conformément aux dispositions du paragraphe 4 du présent article, est sujette à révision de la part du Conseil, à la demande de tout membre, dans les délais que le Conseil prescrit. Toute décision au sujet de laquelle il n'est pas présenté de demande de réexamen dans les délais prescrits lie tous les membres.

6) Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans la présente Convention, le Conseil jouit des autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires pour assurer l' applica tion de la présente Convention.

ARTICLE 11
Voix pour l' entrée en vigueur et les procédures budgétaires

1) Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Conven tion en vertu du paragraphe 1 de l'article 28, chaque gouverne ment détient le nombre de voix qui lui est attribué dans l'annexe.

2) Aux fins de la fixation des cotisations conformément à l' article 21, les voix des membres sont fondées sur celles indiquées dans l' annexe, étant toutefois entendu que:

a) lors de l' entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil redistribue les voix attribuées dans l' annexe entre les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratifica tion, d' acceptation ou d' approbation de la présente Conven tion, ou des intruments d'adhésion à cette Convention, ou des d-éclarations d'application à titre provisoire de ladite Conven tion, au prorata du nombre de voix détenu par chacun de membres nommés dans l' annexe;

b) après l' entrée en vigueur de la présente Convention, toutes les fois qu'un gouvernement devient partie à ladite Con vention ou cesse de l' être, le Conseil redistribue les voix des autres membres proportionnellement au nombre de voix détenu par chacun des membres nommés dans l'annexe;

c) trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Con vention et toutes les fois que la présente Convention est pro rogée en vertu du paragraphe 2 de l'article 33, le Conseil réexamine et peut ajuster la répartition des voix des membres nommés dans l' annexe.

3) Aux autres fins de l'administration de la présente Con vention, les voix des membres sont réparties conformément aux dispositions de l'article 12.

ARTICLE 12
Détermination des membres exportateurs et des membres importateurs et répartition de leurs voix

1) A la première session qu'il tient en vertu de la présente Convention, le Conseil décide quels membres seront membres exportateurs et quels membres seront membres importateurs aux fins de ladite Convention. Le Conseil arrête cette décision en tenant compte de la structure des échanges de blé de ces membres ainsi que de l'avis exprimé par lesdits membres.

2) Aussitôt que le Conseil a décidé quels membres sont membres exportateurs et quels membres sont membres importateurs de la présente Convention, les membres exportateurs, sur la base des voix qui leur sont attribuées en vertu de l' article 11, divisent entre eux les voix des membres exportateurs, sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 3 du présent article, et les membres importateurs divisent leurs voix de la même facon.

3) Aux fins de la répartition des voix conformément au par agraphe 2 du présent article, les membres exportateurs d-étiennent ensebmele 1.000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1.000 voix. Aucun membre ne détient plus de 333 voix en tant que membre exportateur et aucun membre ne détient plus de 333 voix en tant que membre importateur. Il n'y a pas de fraction de voix.

4) Après une période de trois années à compter de l' entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil réexamine la liste des membres exporateurs et la liste des membres importateurs, en tenant compte de l'évolution intervenue dans la structure de leurs échanges de blé. Il est également procédé à un tel réexamen toutes les fois que la Convention est prorogée en vertu du paragraphe 2 de l'article 33.

ARTICLE 12 (suite)

5) Si un membre en fait la demande, le Conseil peut, au début de toute année agricole, décider par un vote spécial de transférer

ce membre de la liste des membres exporateurs à la liste des membres importateurs ou de la liste des membres impor tateurs à la liste des membres exportateurs, selon le cas.

6) Le Conseil réexamine la répartition des voix des membres exportateurs et la répartition des voix des membres importateurs chaque fois que la liste de membres exportateurs et la liste des membres importateurs sont modifiées en vertu des dispositions du paragraphe 4 ou du paragraphe 5 du présent article. Toute nou velle répartition des voix effectuée en vertu du présent para graphe est soumise aux conditions énoncées au paragraphe 3 du présent article.

7) Toutes les fois qu'un gouvernement devient partie à la pr-ésente Convention ou cesse de l'être, le Conseil redistribue les voix des autres membres exportateurs ou importateurs, selon le cas, proportionnellement au nombre de voix détenu par chaque membre, sous réverse des conditions énoncées au paragraphe 3 du présent article.

8) Tout membre exportateur peut autoriser un autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser un autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une preuve suffisante de cette autorisation est présentée au Conseil.

ARTICLE 12 (suite)

9) Si, à la date d'une réunion du Conseil, un membre n'est pas représenté par un délégué accrédité et n'a pas habilité un autre membre à exercer son droit de vote con formément au paragraphe 8 du présent article, ou si, à la date d'une réunion, un membre est déchu de sont droit de vote, a perdu son droit de vote ou l'a recouvré, en vertu d'une disposi tion de la présente Convention, le total des voix que peuvent exprimer les membres exportateurs est ajusté à un chiffre égal à celui du total des voix que peuvent exprimer, à cette réunion, les membres importateurs et est redistribué entre les membres exportateurs en proportion des voix qu'ils détiennent.

ARTICLE 13
Siège, sessions et quorum

1) Le siège du Conseil est Londres, sauf décision contraire du Conseil.

2) Le Conseil se réunit au cours de chaque année agricole au moins une fois par semestre et à tous autres moments sur d-écision du Président ou comme l'exigent des dispositions de la présente Convention.

3) Le Président convoque une session du Conseil si la demande lui en est faite: a) par cinq membres, ou b) par un ou plusieurs membres détenant au total au moins dix pour cent de l'ensemble des voix, ou c) par le Comité exécutif.

4) A toute réunion du Conseil, la présence de délégués pross-édant, avant tout ajustement du nombre des voix en vertu du paragraphe 9 de l' article 12, la majorité des voix détenues par les membres exportateurs et la majorité des voix détenues par les membres importateurs est nécessaire pour constituer le quorum.

ARTICLE 14
Décisions

1) Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les membres importateurs, comptées séparément.

2) Sans préjugé de la complète liberté d'action dont jouit tout membre dans l'élaboration et l' application de sa politique en matière d'agriculture et de prix, tout membre s'engage à consid-érer comme ayant force obligatoire toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 15
Comité exécutif

1) Le Conseil établit un Comité exécutif composé de six membres exportateurs au plus, élus tous les ans par les membres exportateurs, et de huit membres importateurs au plus, élus tous les ans par les membres importateurs. Le Conseil nomme le président du Comité exécutif et peut nommer un vice-président.

2) Le Comité exécutif est responsalbe devant le Conseil et fronctionne sous la direction générale du Conseil. Il a les pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément assignés par la présente Convention et tels autres pouvoirs et fonctions que le Conseil peut lui déléguer en vertu du paragraphe 4 de l'article 10.

3) Les membres exportateurs siégeant au Comité exécutif ont le même nombre total de voix que les membres importateurs. Les voix des membres exportateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la facon qu'ils décident, à condi tion qu'aucun de ces membres exportateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres exportateurs. Les voix des membres importateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la facon qu'ils d-écident, à condition qu'aucun de ces membres importateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres importateurs.

4) Le Conseil fixe les régles de procédure de vote au sein du Comité exécutif et adopte les autres clauses qu'il juge utile d'ins-érer dans le Règlement intérieur du Comité exécutif. Une décision du Comité exécutif doit être prise à la même majorité des voix que celle que la présente Convention prévoit pour le Conseil lorsque celui-ci prend une décision sur une question semblable.

ARTICLE 15 (suite)

5) Tout membre du Conseil qui n'est pas membre du Comité exécutif peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question dont est saisi le Comité exécutif, chaque fois que celui-ci considère que les intérêts de ce membre sont en cause.

ARTICLE 16
Sous-Comité de la situation du marché

1) Le Comité exécutif établit un Sous-Comité de la situa tion du marché, composé des représentants de six membres exportateurs au plus et de six membres importateurs au plus. Le Président du Sous-Comité est désigné par le Comité exécutif.

2) Le Sous-Comité examine en permanence tous les facteurs qui influent sur l'économie mondiale des céréales et commu nique ses conclusions aux membres. Le Sous-Comité tient compte, dans son examen, des renseignements pertinents communiqués par tout membre du Conseil.

3) Le Sous-Comité complète les orientations fournies par le Conseil afin de faciliter l'exécution par le Secrétariat des tâches prévues à l'article 3.

4) Le Sous-Comité fait un effort particulier en vue de per mettre

à d'autres membres du Conseil de participer à ses dis cussions lorsque celles-ci portent sur des questions qui, comme celle de leurs politiques nationales en matière de céréales ou, particuliérement dans le cas des pays en développement, celle de leurs besoins d'importation, mettent directement en jeu les intérêts de ces membres. Tout membre du Conseil qui n'est pas membre du Sous-Comité peut assister à ses réunions en tant qu'observateur.

5) Le Sous-Comité émet des avis conformément aux articles pertinents de la présente Convention, ainsi que sur toute ques tion que le Conseil ou le Comité exécutif peut lui renvoyer.

ARTICLE 17
Secrétariat

1) Le Conseil dispose d'un secrétariat composé d'un Direc teur exécutif, qui est son plus haut fonctionnaire, et du per sonnel nécessaire aux travaux du Conseil et de ses comités.

2) Le Conseil nomme le Directeur exécutif, qui est respons able de l'accomplissement des tâches dévolues au secrétariat pour l'administration de la présente Convention et de telles autres tâches qui lui sont assignées par le Conseil et ses comités.

3) Le personnel est nommé par le Directeur exécutif con formément aux règles établies par le Conseil.

4) Il est imposé comme condition d'emploi au Directeur exécutif et au personnel de ne pas détenir d'intérêt finan cier ou de renoncer à tout intérêt financier dans le commerce des céréales, et de ne solliciter ni recevoir d'un gouvernement ou d'une autorité extérieure au Conseil des intructions rela tives aux fonctions qu'ils exercent aux termes de la présente Convention.

ARTICLE 18
Admission d'observateurs

1) Le Conseil peut inviter tout Etat non-membre ainsi que toute organisation intergouvernementale à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque de ses réunions.

ARTICLE 19
Coopération avec les autres organisations intergouvernementales

1) Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'argiculture, ainsi qu'avec, le cas échéant, d'autres institu tions spécialisées des Nations Unies et organisations intergou vernementales.

2) Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans le commerce international des produits de base, la tiendra, selon qu'il convient, au courant de ses acti vités et de ses programmes de travail.

3) Si le Conseil constate qu'une disposition quelconque de la présente Convention présente un incompatibilité de fond avec telles obligations que l'Organisation des Nations Unies, ses organes compétents ou ses institutions spécialisées peuvent établir en matière d'accords intergouvernementaux sur les pro duits de base, cette incompatibilité est réputée nuire au bon fonctionnement de la présente Convention et la procédure pre scrite à l'article 32 est appliquée.

ARTICLE 20
Privilèges et immunités

1) Le Conseil a la personnalité juridique. Il peut en parti culier conlure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice.

2) Le statut, les privilèges et les immunités du Conseil sur le territoire du Royaume-Uni continuent d'être régis par l'Accord relatif au siége conclu entre le Gouvernement du Royau me-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord et le Conseil international du blé, et signé à Londres le 28 novembre 1968.

3) L' accord mentionné au paragraphe 2 du présent article sera indépendant de la présente Convention. Il prendra cepen dant fin:

a) si un accord est conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et le Conseil;

b) dans le cas ou le siége du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, ou

c) dans le cas ou le Conseil cesse d'exister.

4) Si le siége du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, le gouvernement du membre où est situé le siège du Conseil conclut avec le Conseil un accord international rela tif au statut, aux privilèges et aux immunités du Conseil, de son Directeur exécutif, de son personnel et des repr]sentants des membres qui participeront aux réunions convoquées par le Conseil.

ARTICLE 21
Dispositions financières

1) Les dépenses des délégations au Conseil et des représentants à ses comités et sous-comités sont à la charge des gouvemements représentés. Les autres dépenses qu' entraîne l'application de la présente Convention sont couvertes par voie des cotisations annuelles de tous les membres. La cotisation de chaque membre pour chaque année agricole est fixée en proportion du nombre de voix qui lui est attribué dans l'annexe par rapport au total des voix détenues par les membres nommés dans l'annexe, étant entendu que le nombre de voix attribué à chaque membre est ajusté, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 11, en fonction de la composition du Conseil au moment où le budget de l' année agricole considérée est adopté.

2) Au cours de la première session qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil vote son budget pour la période se terminant le 30 juin 1987, et fixe la cotisa tion de chaque membre.

3) Le Conseil, lors d'une session qu'il tient au cours du deuxième semestre de chaque année agricole, vote son budget pour l'année agrigole suivante et fixe la cotisation de chaque membre pour labite année agricole.

4) La cotisation initiale de tout membre qui adhère à la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 27 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix qui lui sera attribué, conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 11, et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisa tions fixées pour les autres membres au titre de l'année agri cole en cours ne sont pas modifiées.

5) Les cotisations sont exigibles dès leur fixation.

6) Si un membre ne verse pas intégralement sa cotisation dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle sa cotisation est exigible en vertu du paragraphe 5 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus

tôt possible. Si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de cette demande du Directeur exécutif, ledit membre n'a toujours pas versé sa cotisation, ses droits de vote au Conseil et au Comité exécutif sont suspendus jusqu'au versement intégral de la cotisation.

7) Un membre dont les droits de vote ont été suspendus con formément au paragraphe 6 du présent article n'est privé d'aucun de ses autres droits ni déchargé d'aucune de ses obliga tions découlant de la présente Convention, à moins que le Con seil n'en décide ainsi par un vote spécial. Il reste tenu de verser sa cotisation et de faire face à toutes ses autres obli gations financières découlant de la présente Convention.

8) Le Conseil publie, au cours de chaque année agricole, un état vérifié des recettes encaissées et des dépenses engagées au cours de l'année agricole précédente.

9) Le Conseil prend, avant sa dissolution, toutes disposi tions en vue du règlement de son passif et de l'affectation de son actif et de ses archives.

ARTICLE 22
Dispositions économiques

Afin d'assurer l'approvisionnement en blé et en autres céréales des membres importateurs ainsi que des débouchés pour le blé et les autres céréales des membres exportateurs à des prix équitables et stables, le Conseil examine en temps opportun la possibilité d'entreprendre la négociation d'un nouvel accord international ou d'une nouvelle convention internationale qui contiendrait des dispositions économiques. Lorsqu'il apparaît que ladite négociation est susceptible d'aboutir, le Conseil prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de convoquer une conférence de négociation.

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 23
Dépositaire

1) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Conven tion.

2) Le dépositaire notifiera à tous les gouvernements signa taires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire de la présente Con vention et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 29 et de l'article 32.

ARTICLE 24
Signature

La présente Convention sera ouverte, au siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1er mai 1986 au 30 juin 1986 inclus à la signature des gouvernements nommés dans l'annexe et de tout gouvernement membre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

ARTICLE 25
Ratification, acceptation, approbation

1) La présente Convention est sousime à la ratification, à l' acceptation ou à approbation de chacun des gouvernements sig nataires conformément à ses procédures constitutionnelles.

2) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire le 30 juin 1986 au plus tard. Le Conseil pourra toutefois accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas pu déposer son instrument à cette date. Le Con seil informera le dépositaire de toutes les prolongations de délai en question.

ARTICLE 26
Application à titre provisoire

Tout gouvernement signataire et tout autre gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer la présente Convention ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement la présente Convention et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 27
Adhésion

1) Tout gouvernement nommé dans l'annexe et tout gouverne ment membre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement peut, jusqu'au 30 juin 1986 inclus, adhérer à la présente Convention, étant entendu que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gou vernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2) Après le 30 juin 1986, les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer à la présente Convention aux conditions que le Conseil jugera appropriées. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. Les dits instruments d'adhésion doivent indiquer que le gouvernement accepte toutes les conditions fixées par le Conseil.

3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la présente Convention, des membres nommés dans l'annexe, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la présente Convention dans les conditions prescrites par le Conseil conformément au présent article sera réputé nommé dans ladite annexe.

ARTICLE 28
Entrée en vigueur

1) La présente Convention entrera en vigueur le 1er juillet 1986 si, au 30 juin 1986, des gouvernements que détiennent au moins soixante pour cent des voix dénombrées dans l'annexe ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire.

2) Si la présente Convention n'entre pas en vigueur con formément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratifi cation, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d' application à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'elle entrera en vigueur entre eux-mêmes ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE 29
Retrait

Tout membre peut se retirer de la présente Convention à la fin

de toute année agricole en notifiant son retrait par écrit au dépositaire au moins quatre-vingt-dix jours avant la fin de l' année agricole en question, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées avant la fin de ladite année agricole. Ce membre avise simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

ARTICLE 30
Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a enfreint les obligations que lui impose la présente Convention et décide en outre que cette infraction entrave sérieusement le fonctionnement de la présente Convention, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du Conseil. Le Conseil notifie immédiatement cette décision au dépositaire. Quatre-vingt-dix jours aprés la décision du Conseil, ledit membre perd sa qualité de membre du Conseil.

ARTICLE 31
Liquidation des comptes

1) Le Conseil procéde dans les conditions qu'il juge équit ables à la liquidation des comptes d'un membre qui s'est retiré de la présente Convention ou qui a été exclu du Conseil ou qui a, de toute autre manière, cessé d'être partie à la présente Convention. Le Conseil conserve les sommes déjà versées par ledit membre. Ledit membre est tenu de régler les sommes qu'il doit au Conseil.

2) A la fin de la présente Convention, un membre se trouvant dans la situation visée au paragraphe 1) du présent article n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ni des autres avoirs du Conseil; il ne peut non plus avoir à couvrir aucune partie du déficit du Conseil.

ARTICLE 32
Amendement

1) Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement à la présente Convention. L'amendement prendra effet cent jours aprés que le dépositaire aura reçu des notifications d'acceptation de membres exportateurs détenant les deux tiers des voix des membres exportateurs et de membres importateurs, détenant les deux tiers des voix des membres importateurs ou à une date ultérieure que le Conseil aurait fixée par un vote spécial. Le Conseil peut assigner aux membres un délai pour faire savoir au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement; si l' amendement n'est pas entré en vigueur à l'expiration de ce délai, il est réputé retiré. Le Conseil donne au dépositaire les renseignements nécessaires pour déterminer si le nombre des notifications d'acceptation reçues est suffisant pour que l'amendement prenne effet.

2) Tout membre au nom duquel il n'a pas été fait de notifi cation d'acceptation d'un amendement à la date où celui-ci prend effet cesse, à compter de cette date, d' être partie à la presente Convention, à moins que ledit membre ait prouvé au Conseil qu'il n'a pu faire accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié son acceptation dudit amendement.

ARTICLE 33
Durée, prorogation et fin de la Convention

1) La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1991, à moins qu' elle ne soit prorogée en application du paragraphe 2 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin auparavent en application du paragraphe 3 du présent article ou qu' elle ne soit remplacée avant cette date par un nouvel accord négocié en vertu de l'article 22 ou une nouvelle convention négociée en vertu dudit article.

2) Le Conseil pourra, par un vote spécial, proroger la présente Convention au-delà du 30 juin 1991 pour des périodes successives ne dépassant pas deux ans chacune. Le membres qui n'acceptent pas une prorogation ainsi décidée de la présente Convention le feront savoir au Conseil et cesseront d'être parties à la présente Convention à compter du début de la période de prorogation.

3) Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin à la présente Convention à compter de la date et aux conditions de son choix.

4) A la fin de la présente Convention, le Conseil continue d'exister aussi longtemps qu'il le faut pour procéder à sa liquidation et il dispose alors des pouvoirs et exerce les fonc tions nécessaires à cette fin.

5) Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise au titre du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article.

ARTICLE 34
Rapports entre le Préambule et la Convention

La présente Convention comprend le Préambule de l'Accord international sur le blé de 1986.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé la présente Convention à la date qui figure en regard de leur signature.

FAIT à Londres, le quatorze mars mil neuf cent quatre-vingt-six, les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, francaise et russe faisant également foi.

ANNEXE
Voix des membres conformément à l'article 11

Afrique du sud	11
Algérie	14
Arabie Saoudite	12
Argentine	88
Australie	129
Autriche	1
Barbade	1
Bolivie	5
Brésil	70
Canada	286
Cité du Vatican	1
Communauté économique européenne	424
Costa Rica	3
Cuba	2
El Salvador	2
Equateur	3
Etats-Unis d'Amérique	311
Finlande	2
Ghana	2
Guatémala	3
Inde	39

Iran	2
Iraq	5
Israel	5
Jamahiriya arabe libyenne	5
Japon	185
Kenya	4
Liban	10
Malte	2
Maroc	10
Maurice	2
Nigéria	8
Norvège	15
Pakistan	18
Panama	2
Pérou	19
République arabe d'Egypte	71
République arabe de Syrie	5
Rèpublique arabe du Yémen	2
République de Corée	20
République dominicaine	1
Suède	10
Suisse	18
Trinité-et-Tobago	4
Tunisie	5
Turquie	4
Union des républiques socialistes soviétiques	129
Vénézuela	30

	2.000

CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1986
PREMIERE PARTIE - OBJET ET DEFINITIONS

ARTICLE I
Objet

La présente Convention a pour objet d'assurer, par un effort conjoint de la communauté internationale, la réalisation de ...ctif fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation, qui est d'apporter chaque année aux pays en développement une aide alimentaire d'au moins 10 millions de tonnes de céréales propres à la consommation humaine, de la manière déterminée par les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE II
Définitions

1) Aux fins de la présente Convention:

a) le "Comité" est le Comité de l'aide alimentaire visé à l'article IX;

b) le terme "membre" désigne une partie à la présente Con vention;

c) le "Directeur exécutif" est le Directeur exécutif du Conseil international du blé;

d) le "secrétariat" est le secrétariat du Conseil interna tional du blé;

e) les termes "céréale" ou "céréales" désignent le blé, l'avoine, le maïs, le millet, l'orge, le seigle, le sorgho et le riz ainsi que tout autre type de céréale propre à la consommation humaine que le Comité pourra décider, ou leurs produits dérivés, y compris les produits de deuxième transformation, tels qu'ils sont définis dans le Règlement intérieur, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article III;

f) le sigle "f.o.b." signifie franco à bord;

g) le sigle "c.a.f." signifie coût, assurance et fret;

h) le terme "tonne" signifie 1.000 kilogrammes;

i) le terme "année" désigne, sauf indication contraire, la période du 1er juillet au 30 juin.

2) Toute mention dans la présente Convention d'un "gouverne ment" ou de "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (dénommée ci-après la CEE). En cons]quence, toute mention, dans la présente Conven tion, de "la signature" ou du "dépôt des instruments de ratifi cation, d'acceptation ou d'approbation" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "déclaration d'application à titre provi soire" par un gouvernement est réputée, dans le cas de la CEE, valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la CEE par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la CEE pour la con clusion d'un accord international.

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS PRINCIPALES

ARTICLE III
Contributions des membres

1) Les membres de la présente Convention sont convenus de fournir à titre d'aide alimentaire aux pays en développement, des céréales, telles qu'elles sont définies à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article II, qui soient propres à la consomma tion humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l' équivalent en espèces, pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 3) ci-après.

2) Les membres apportent leurs contributions en partant, autant que possible, d'une planification préalable, afin que les pays bènèficiaires soient à même de tenir compte, dans leurs programmes de développement, du courant probable d'aide alimen taire qu'ils recevront chaque année pendant la durée de la présente Convention. En outre, les membres devraient, autant que possible, indiquer le montant de leurs contributions qu'ils ont l'intention de verser sous forme de dons ainsi que l'élément don de toute aide qui n'est pas fournie sous forme de don.

3) La contribution annuelle minimale, en équivalent blé, de chaque membre à la réalisation de l'objectif énoncé à l'article premier est la suivante:

Membres	Tonnes
Argentine	35.000
Australie	400.000
Autriche	20.000
Canada	600.000
Communauté économique européenne et ses Etats membres	1.670.000
Etats-Unis d'Amérique	4.470.000
Finlande	25.000
Japon	300.000
Norvège	30.000
Suède	40.000
Suisse	27.000

ARTICLE III (suite)

4) Aux fins de l'application de la présente Convention, tout membre qui aura adhère à ladite Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XX sera réputé figurer au paragraphe 3 du présent article avec la contribution minimale

qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article XX.

5) Si un membre ne peut remplir, au cours d'une année quel conque, les obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, les obligations de ce membre sont majorées l'année suivante du solde de ses obligations au titre de l'année précédente.

6) Les contributions en céréales sont mises en position f.o.b. par les membres. Toutefois, les donateurs sont encouragés à assumer, selon qu'il conviendra, les coûts de transport de leurs contributions en céréales au titre de la présente Con vention au-delà de la position f.o.b., particulièrement dans les situations critiques ou lorsque le bénéficiaire est un pays à faible renevu, en déficit alimentaire. Il sera dûment fait mention du paiement de ces coûts de transport dans les examens de l'exécution par les membres de leurs obligations au titre de la présente Convention.

ARTICLE III (suite)

7) Les achats de céréales visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l' article IV sont effectués auprès des membres de la Convention relative à l' aide alimentaire de 1986 et de la Convention sur le commerce du blé en vigueur, la préférence étant donnée aux membres en développement des deux Conventions, en vue de faciliter les exportations ou les activités de transformation des membres en développement des deux Conventions. En effectuant des achats, le but général sera de faire en sorte qu' il soit procécé à la majeure partie desdits achats aurpés de pays en développement, en donnant priorité aux membres en développement de la Convention relative à l'aide alimentaire. Les présentes dispositions n'empêchent cependant pas l'achat de céréales à un pays en développement non-membre de la présente Convention ou de la Convention sur le commerce du blé. Dans tous les achats visés dans le présent paragraphe, il est spécialement tenu compte de la qualité, des avantages en matière de prix c.a.f. et des possibilités de livraison rapide au pays bénéficiaire, ainsi que des besoins spécifiques des pays bénéficiaires eux-mêmes.

Les contributions en espèces ne seront normalement utilisées durant aucune année pour acheter à un pays une céréale qui est du même type que celle que ce pays a recue à titre d'aide alimentaire bilatérale ou multilatérale pendant la même année, ou pendant des années précédentes, si la quantité de céréales ainsi fournie n'est pas encore épuisée.

ARTICLE IV

Modalités des contributions d'aide alimentaire

L' aide alimentaire en vertu de la présente Convention pourra être fournie selon l'une quelconque des modalités suivantes:

a) dons de céréales ou dons en espèces à utiliser pour l'achat de céréales au profit du pays bénéficiaire;

b) ventes contre monnaie du pays bénéficiaire qui n'est ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services susceptibles d'être utilisés par le membre donateur (1);

c) ventes à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables échelonnées sur vingt ans ou plus, moyennant un taux d'intérêt inférieur aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiaux (2);

étant entendu que ladite aide alimentaire est fournie autant que possible sous forme de dons, en particulier dans le cas des pays les moins avancés, des pays à faible revenu par habitanta et d'autres pays en développement qui ont de graves difficultés économiques.

ARTICLE V

Distribution des contributions

1) Les membres peuvent, pour leurs contributions au titre de la présente Convention, désigner un ou plusieurs pays bénéficiaires.

2) Les membres peuvent apporter leurs contributions bilatéralement ou par l' intermédiaire d' organisations intergouvernementales et/ou d' organisations non gouvernementales.

3) Les membres prendront pleinement en considération les avantages qu' il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l' aide alimentaire par des circuits multilatéraux, en particulier le Programme alimentaire mondial.

ARTICLE VI

Equivalents en blé

1) Le Comité arrêtera dans le Règlement intérieur des règles aux fins de l'évaluation de la contribution d'un membre expédiée en céréales autres que le blé ou en produits céréaliers, en tenant compte, le cas échéant, de la teneur en céréales des produits et de la valeur commerciale de la céréale ou du produit par rapport à celle du blé.

2) Aux fins de l' évaluation de la contribution d' un membre, les montants fournis en espèces pour l' achat de céréales sont évalués aux prix pratiqués sur le marché international pou le blé. Aux fins du présent paragraphe, le Comité détermine chaque année le prix pratiqué sur le marché international pour l' année suivante en se fondant sur le prix mensuel moyen du blé pour l' année civile précédente. Le Comité arrêtera une règle dans le Règlement intérieur pour la Détermination du prix mensuel moyen du blé.

3) Pour déterminer le prix pratiqué sur le marché international, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Comité tiendra dûment compte de toute augmentantion ou diminution sensible du prix annuel moyen. On considèrera qu' une augmentation ou une diminution sensible a lieu lorsque le prix annuel moyen visé au paragraphe 2 du présent article accuse une hausse supérieure à vingt pour cent ou une baisse supérieure à vingt pour cent par rapport à l' année civile précédente. A cet égard, le prix pratiqué sur le marché international qui sert effectivement à évaluer la contribution d' un membre ne doit pas être supérieur de plus de vingt pour cent ni inférieur de plus de vingt pour cent à celui de l' année précédente.

ARTICLE VII

Incidences sur les échanges et la production agricole et conduite des opérations d' aide alimentaire

1) Toutes les opérations d' aide, entreprises au titre de la présente Convention sont menés d' une manière compatible avec

---

(1) Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être accordé une dispense ne dépassant pas dix pour cent. Toutefois, il pourra n'être pas insisté sur cette limite dans le cas de transactions destinées à augmenter les activités de développement économique dans le pays bénéficiaire, à condi tion que la monnaie du pays bénéficiaire ne soit ni transférable ni convertible avant écoulement d'un délai de dix ans.

(2) L'accord relatif aux ventes à crédit peut prévoir le versement d'une fraction du principal allant jusqu' à quinze pour cent à la livraison de la céréale.

les préoccupations exprimées dans les actuels Principes et directives de la FAO en matière d' écoulement des excédents. Les membres s' engagent à effectuer toutes leurs opérations d' aide au titre de la présente Convention de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la production et du commerce international.

2) Les membres se conformeront, lorsq'il y aura lieu, aux Directives et critères pour l' aide alimentaire approuvés par le Comité des politiques et programmes d' aide alimentaire du Programme alimentaire mondial.

ARTICLE VIII
Dispositon spéciale concernant les besoins critiques

Si, au cours d' une année quelconque, la production de céréales alimentaires accuse un déficit marqué dans des pays en développement à faible revenu d' une ou plusieurs régions particulières, le Président du Comité, au vu des renseignements recus du Directeur exécutif, peut convoquer une session du Comité pour examiner la gravité du déficit de la production. Le Comité peut recommander que les membres remédient à la situation en augmentant la quantité d' aide alimentaire disponible.

ARTICLE IX
Comité de l' aide alimentaire

Il est institué un Comité de l' aide alimentaire qui est composé de toutes les parties à la présente Convention. Le Comité désigne un Président et un Vice-Président.

ARTICLE X
Pouvoirs et fonctions du Comité

1) Le Comité:

a) reçoit régulièrement des membres, et les membres lui présentent, des rapports sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions de contributions qu' ils fournissent en vertu de la présente Convention;

b) suit les achats de céréales financés au moyen de contributions en espèces, en tenant particulièrement compte des achats de céréales effectués dans des pays en développement conformément au paragraphe 7 de l' article III;

c) examine la manière dont les obligations souscrites aux termes de la présente Convention ont été remplies, et,

d) organise un échange régulier de renseignements sur le fonctionnement des dispositions relatives à l' aide alimentaire prises en vertu de la présente Convention.

2) a) Le Comité demande au secrétariat du Conseil international du blé ainsi qu' aux secrétariats des autres organisations compétentes, les renseignements nécessaires pour permettre aux membres de s' acquitter de leurs obligations avec une efficacité maximale. Les renseignements en question exposeront, notamment:

i) les détails sur la production et les besoins d' importation des pays en développement à faible revenu requis aux fins de l' application des dispositions de l' article VIII;

ii) les possibilités d' utiliser les excédents de céréales dont pourraient disposer des pays en développement pour procéder à des transactions au titre du paragraphe 7 de l' article III, et

iii) les éventuelles incidences de l' aide alimentaire sur la production et la consommation de céréales dans les pays bénéficiaires.

b) Le Comité peut aussi recevoir des renseignements des pays bénéficiaires et consulter ces pays.

3) Le Comité fera rapport selon les besoins.

4) Le Comité établit dans le Règlement intérieur les règles nécessaires à l' application des dispositions de la présente Convention.

5) Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans le présent article, le Comité a les autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires à l' application des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE XI
Siège, sessions et quorum

1) Le sièges du Comité est Londres.

2) Le Comité se réunit au moins deux fois par an à l' occasion des sessions statutaires du Conseil international du blé. Le Comité se réunit aussi à tous autres moments sur décision du Président, au à la demande de trois membres, ou ainsi que les dispositions de la présente Convention l' exigent.

3) La présence de délégués représentant les deux tiers des membres du Comité est nécessaire pour constituer le quorum à toute session du Comité.

ARTICLE XII
Décisions

Les décisions du Comité sont prises par voie de consensus.

ARTICLE XIII
Admission d' observateurs

Le Comité peut, quand il y a lieu, inviter les représentants d' autres organisations internationales dont seuls peuvent faire partie les gounernements qui sont membres de l' Organisation des Nations Unies ou membres de ses institutions spécialisées à participer à ses réunions ouvertes en qualité d' observateurs.

ARTICLE XIV
Dispositions administratives

Le Comité utilise les services du secrétariat pour l' exécution des tâches administratives que ledit Comité peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

ARTICLE XV
Manquements aux engagements et différends

En cas de différend relatif à l' interprétation ou à l' application de la présente Convention ou d' un manquement aux obligations contractées en vertu de cette Convention, le Comité se réunit pour décider des mesures à prendre.

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE XVI
Dépositaire

Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente Convention.

ARTICLE XVII
Signature

Le présente Convention sera ouverte, au siège de l' Organisation des Nations Unies, du 1er mai 1986 au 30 juin 1986 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l' article III.

ARTICLE XVIII
Ratification, acceptation au approbation

Le présente Convention est soumise à la ratification, à l' acceptation ou à l' approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d' acceptation ou d' approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1986, étant entendu que le Comité peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n' aura pas déposé son instrument de ratification, d' acceptation ou d' approbation à cette date.

ARTICLE XIX
Application à titre provisoire

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d' application à titre provisoire de la présente Convention. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XX
Adhésion

1) La présente Convention est ouverte à l' adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l' article III qui n' a pas signé la présente Convention. Les instruments d' adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1986, étant entendu que le Comité pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n' aura pas déposé son instrument à cette date.

2) Lorsque la présente Convention sera entrée en vigueur conformément aux dispositions de l' article XXI, elle sera ouverte à l' adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au pragraphe 3 de l' article III, aux conditions que le Comité jugera appropriées. Les instruments d' adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3) Tout gouvernement adhérant à la présente Convention en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d' application à titre provisoire de la présente Convention en attendant le dépôt de son instrument d' adhésion. Il applique la présente Convention à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE XXI
Entrée en vigueur

1) La présente Convention entrera en vigueur le 1er juillet 1986, si, au 30 juin 1986, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l' article III ont déposé des instruments de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, ou des déclarations d' application à titre provisoire, et sous réserve que la Convention sur le commerce du blé de 1986 soit en vigueur.

2) Si la présente Convention n' entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, ou des déclarations d' application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu' elle entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que la Convention sur le commerce du blé de 1986 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE XXII
Durée, prorogation et fin de la Convention

1) A moins qu' elle ne soit prorogée en application du paragraphe 2 du présent article ou qu' il n' y soit mis fin auparavant en application du paragraphe 4 du présent article, la présente Convention restera en vigueur jusqu' au 30 juin 1989 inclus, sous réserve que la Convention sur le commerce du blé de 1986, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusqu' à cette date incluse.

2) Le Comité pourra proroger la présente Convention au-delà du 30 juin 1989 pour les périodes successives ne dépassant pas deux ans chacune, sous réserve que la Convention sur le commerce du blé de 1986 ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la rempaçant reste en vigueur jusqu' à la fin de la durée de la prorogation.

3) Si la présente Convention est prorogée en vertu du paragraphe 2 du présent article, les contributions annuelles des membres au titre du paragraphe 3 de l' article III peuvent être soumises au réexamen des membres avant l' entrée en vigueur de chaque prorogation. Les obligations individuelles, telles qu' elles auront été réxaminées, resteront inchangées pendant la durée de chaque prorogation.

4) S' il est mis fin à la présente Convention, le Comité continue d' exister aussi longtemps qu' il le faut pour procéder à sa liquidation et il dispose alors des pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à cette fin.

ARTICLE XXIII
Retrait et réadmission

1) Tout membre peut se retirer de la présente Convention à la fin de toute année en notifiant son retrait par écrit au dépositaire au moins quatre-vingt-dix jours avant la fin de l' année en question, mais il n' est de ce fait relevé d' aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées avant la fin de ladite année. Ce membre avise simultanément le Comité de la décision qu' il a prise.

2) Tout membre qui se retire de la présente Convention peut ultérieurement y redevenir partie en notifiant sa décision au Comité. Toutefois, il est établi comme condition à la réadmission de ce membre que celui-ci soit tenu de s' acquitter intégralement de son obligation annuelle à compter de l' année où il redevient partie à la présente Convention.

ARTICLE XXIV
Rapport entre la présente Convention
et l' Accord international sur le blé de 1986

La présente Convention remplace la Convention relative à l' aide alimentaire de 1980, telle qu' elle a été prorogée, et est l' un des instruments constitutifs de l' Accord international sur le blé de 1986.

ARTICLE XXV
Notification par le dépositaire

Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, en qualité de dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire de la présente Convention et toute adhésion à cette Convention.

ARTICLE XXVI
Textes faisant foi

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé la présente Convention à la date qui figure en regard de leur signature.

FAIT à Londres, le treize mars mil neuf cent quatre-vingt-six.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΙΤΟΥ 1986
ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΙΤΟΥ, 1986
ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα μέρη που συνάπτουν τη συμφωνία αυτή,

Έχοντας υπόψη:

ότι η Διεθνής Συμφωνία Σίτου του 1949 αναθεωρήθηκε, ανανεώθηκε ή παρατάθηκε επανειλημμένα καταλήγοντας στη σύναψη της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου του 1971,

ότι οι διατάξεις της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου του 1971, η οποία αποτελείται από τη Σύμβαση Εμπορίας Σίτου του 1971 αφ'ενός και από τη Σύμβαση Επισιτιστικής Βοήθειας του 1980 αφ' ετέρου, όπως παρατάθηκαν με πρωτόκολλο, θα πάψουν να ισχύουν στις 30 Ιουνίου 1986, και ότι κρίνεται σκόπιμο να συναφθεί συμφωνία για μία νέα περίοδο,

Συμφώνησαν ότι η Διεθνής Συμφωνία Σίτου του 1971 θα αναπροσαρμοσθεί και θα ονομασθεί Διεθνής Συμφωνία Σίτου του 1986, η οποία θα περιλαμβάνει δύο χωριστά νομικά κείμενα:

α) τη Σύμβαση Εμπορίας Σίτου του 1986 και

β) τη Σύμβαση Επισιτιστικής Βοήθειας του 1986

και ότι οι δύο αυτές συμβάσεις ή καθεμία από αυτές, ανάλογα με την περίπτωση, θα υποβληθεί για υπογραφή και κύρωση, αποδοχή ή έγκριση στις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, σύμφωνα με τις ισχύουσες συνταγματικές ή θεσμικές διαδικασίες τους.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΕΜΠΟΡΙΑΣ ΣΙΤΟΥ 1986
ΜΕΡΟΣ Ι - ΓΕΝΙΚΑ

Άρθρο 1
Αντικείμενο

Η παρούσα Σύμβαση έχει ως αντικείμενο:

α) να προάγει τη διεθνή συνεργασία σε όλους τους τομείς του εμπορίου του σίτου και των άλλων δημητριακών, κυρίως διότι τα τελευταία επηρεάζουν την αγορά του σίτου·

β) να προωθήσει την ανάπτυξη του διεθνούς εμπορίου των σιτηρών και να εξασφαλίσει την όσο το δυνατόν περισσότερο ελεύθερη διεξαγωγή του εμπορίου αυτού, καταργώντας μεταξύ άλλων τους εμπορικούς φραγμούς και τις αθέμιτες πρακτικές που συνιστούν διακρίσεις, προς το συμφέρον όλων των μελών και ιδιαίτερα των αναπτυσσομένων·

γ) να συμβάλει, στο μεγαλύτερο δυνατό βαθμό, στη σταθερότητα των διεθνών αγορών των σιτηρών προς το συμφέρον όλων των μελών, να ενισχύσει την παγκόσμια επισιτιστική ασφάλεια και να συμβάλει στην ανάπτυξη των χωρών, των οποίων η οικονομία εξαρτάται σημαντικά από τις εμπορικές πωλήσεις των σιτηρών·

δ) να δημιουργήσει ένα πλαίσιο για την ανταλλαγή πληροφοριών και για τη συζήτηση των προβλημάτων που απασχολούν τα μέλη όσον αφορά το εμπόριο των σιτηρών και

ε) να δημιουργήσει ένα κατάλληλο πλαίσιο για ενδεχόμενη διαπραγμάτευση μιας νέας διεθνούς συμφωνίας ή σύμβασης που θα περιελάμβανε οικονομικές διατάξεις.

Άρθρο 2
Ορισμοί

Για τους σκοπούς της σύμβασης αυτής:

(1) (α) Ως "Συμβούλιο" νοείται το Διεθνές Συμβούλιο του σίτου το οποίο έχει συσταθεί από τη διεθνή συμφωνία σίτου του 1949 και εξακολουθεί να υφίσταται βάσει του άρθρου 9,

(β) (ι) ως "μέλος" νοείται ένα συμβαλλόμενο μέρος της σύμβασης αυτής·

(ιι) ως "μέλος εξαγωγέας" νοείται ένα μέλος, το οποίο χαρακτηρίζεται έτσι σύμφωνα με το άρθρο 12·

(ιιι) ως "μέλος εισαγωγέας" νοείται ένα μέλος, το οποίο χαρακτηρίζεται έτσι σύμφωνα με το άρθρο 12·

(γ) ως "Εκτελεστική Επιτροπή" νοείται η επιτροπή, η οποία συνιστάται βάσει του άρθρου 15·

(δ) ως "Υποεπιτροπή για τις συνθήκες αγοράς" νοείται η υποεπιτροπή, η οποία συνιστάται βάσει του άρθρου 16·

(ε) ως "σιτηρό" ή "σιτηρά" νοούνται ο σίτος, το σιτάλευρο, η σίκαλη, το κριθάρι, η βρώμη, το καλαμπόκι, το κεχρί και το σόργο, καθώς και κάθε σιτηρό ή άλλο προϊόν, για τα οποία μπορεί να λάβει σχετική απόφαση το Συμβούλιο·

(στ) (ι) ως "αγορά" νοείται, ανάλογα με τα συμφραζόμενα, η αγορά σιτηρών για εισαγωγή ή οι ποσότητες σιτηρών που αγοράζονται για το σκοπό αυτόν·

(ιι) ως "πώληση" νοείται, ανάλογα με τα συμφραζόμενα, η πώληση σιτηρών για εξαγωγή ή η ποσότητα σιτηρών που πωλείται για το σκοπό αυτόν·

(ιιι) όπου στην παρούσα Σύμβαση γίνεται λόγος για αγορά ή πώληση, θα εννοείται ότι γίνεται αναφορά όχι μόνο στις αγορές και τις πωλήσεις που συνάπτονται μεταξύ των ενδιαφερόμενων κυβερνήσεων, αλλά και στις αγορές και πωλήσεις που συνάπτονται μεταξύ ιδιωτών εμπορευομένων καθώς και στις αγορές ή πωλήσεις που συνάπτονται μεταξύ ιδιώτου εμπορευομένου και της ενδιαφερόμενης κυβερνήσεως·

(ζ) ως "ειδική ψηφοφορία" νοείται η ψηφοφορία, κατά την οποία απαιτούνται τουλάχιστον τα δύο τρίτα των ψήφων από τα παρόντα και ψηφίζοντα μέλη εξαγωγείς και τουλάχιστον τα δύο τρίτα των ψήφων από τα παρόντα και ψηφίζοντα μέλη εισαγωγείς, των οποίων ο υπολογισμός γίνεται χωριστά·

(η) ως "γεωργικό έτος" νοείται η περίοδος από την 1η Ιουλίου έως τις 30 Ιουνίου·

(θ) ως "εργάσιμη μέρα" νοείται μία εργάσιμη μέρα στην έδρα του Συμβουλίου.

(2) Κάθε αναφορά που γίνεται στη Σύμβαση αυτή σε "κυβέρνηση" ή "κυβερνήσεις" θεωρείται ότι περιλαμβάνει και την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα (στο εξής αναφερόμενη ως Ε.Ο.Κ.). Συνεπώς, κάθε αναφορά που γίνεται στη σύμβαση αυτή σε "υπογραφή" ή "κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης" ή "έγγραφο προσχώρησης" ή "δήλωση προσωρινής εφαρμογής" από κυβέρνηση, θα θεωρείται, στην περίπτωση της Ε.Ο.Κ., ότι περιλαμβάνει και υπογραφή ή δήλωση προσωρινής εφαρμογής εκ μέρους της Ε.Ο.Κ. από την αρμόδια αρχή της καθώς και κατάθεση του εγγράφου που απαιτείται, σύμφωνα με τις θεσμικές διαδικασίες της Ε.Ο.Κ., για τη σύναψη μιας διεθνούς συμφωνίας.

Άρθρο 3
Ενημέρωση, εκθέσεις και μελέτες

(1) Προκειμένου να διευκολυνθεί η επίτευξη των στόχων του άρθρου 1, να καταστεί δυνατή μία πληρέστερη ανταλλαγή απόψεων κατά τις συνόδους του Συμβουλίου και να εξασφαλισθεί μία συνεχής ενημέρωση προς το γενικό συμφέρον των μελών, έχουν θεσπισθεί διατάξεις για σύνταξη τακτικών εκθέσεων, για ανταλλαγή πληροφοριών, καθώς και, όπου κρίνεται σκόπιμο, για σύνταξη ειδικών μελετών. Αυτές οι εκθέσεις, ανταλλαγές πληροφοριών και ειδικές μελέτες θα καλύπτουν τον τομέα των σιτηρών, με επίκεντρο τα εξής θέματα:

(α) τις συνθήκες προσφοράς, ζήτησης και αγοράς·

(β) τις εξελίξεις στις εθνικές πολιτικές και τις επιπτώσεις τους στη διεθνή αγορά·

(γ) τις εξελίξεις που αφορούν τη βελτίωση και την αύξηση των εμπορικών συναλλαγών, της χρήσης, της αποθήκευσης και των μεταφορών σιτηρών, ιδιαίτερα στις αναπτυσσόμενες χώρες.

(2) Προκειμένου να αυξηθεί η ποσότητα και βελτιωθεί η παρουσίαση των συλλεγεισών πληροφοριών για τις εκθέσεις και τις μελέτες που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του

άρθρου αυτού, να καταστεί δυνατή η άμεση συμμετοχή περισσότερων μελών στις εργασίες του Συμβουλίου και να συμπληρωθούν οι κατευθυντήριες οδηγίες που έχει ήδη δώσει το Συμβούλιο στη διάρκεια των συνόδων του, συνιστάται μία Υποεπιτροπή για τις συνθήκες αγοράς, οι αρμοδιότητες της οποίας προσδιορίζονται στο άρθρο 16.

Άρθρο 4
Διαβουλεύσεις για τις εξελίξεις στην αγορά

1) Εάν η Υποεπιτροπή για τις συνθήκες της αγοράς, κατά τη συνεχή μελέτη της αγοράς που πραγματοποιεί βάσει του άρθρου 16, είναι της γνώμης ότι οι εξελίξεις στη διεθνή αγορά σιτηρών μπορούν να παραβλάψουν τα συμφέροντα των μελών ή αν τέτοιες εξελίξεις επισημανθούν σ' αυτήν από τον Εκτελεστικό Διευθυντή, τότε με δική της πρωτοβουλία ή κατόπιν αιτήσεως οιουδήποτε μέλους του Συμβουλίου, η Υποεπιτροπή αναφέρει αμέσως τα σχετικά γεγονότα στην Εκτελεστική Επιτροπή. Η Υποεπιτροπή, ενημερώνοντας με τον τρόπο αυτόν την Εκτελεστική Επιτροπή, λαμβάνει ιδιαίτερα υπόψη της τα στοιχεία εκείνα, τα οποία μπορεί να επηρεάσουν δυσμενώς τα συμφέροντα των μελών.

2) Η Εκτελεστική Επιτροπή συνέρχεται μέσα σε δέκα εργάσιμες μέρες για να μελετήσει τις εξελίξεις αυτές και, αν το κρίνει σκόπιμο, ζητά από τον Πρόεδρο του Συμβουλίου να συγκαλέσει το Συμβούλιο σε σύνοδο για να εξετάσει την κατάσταση.

Άρθρο 5
Εμπορικές αγορές και ειδικές συναλλαγές

1) "Εμπορική αγορά", για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, θεωρείται κάθε αγορά σύμφωνη με τον ορισμό του άρθρου 2 και τις συνήθεις εμπορικές πρακτικές του διεθνούς εμπορίου, εκτός από τις συναλλαγές που αναφέρονται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου.

2) "Ειδική συναλλαγή", για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, θεωρείται η συναλλαγή, που περιλαμβάνει στοιχεία τα οποία έχουν εισαχθεί από την κυβέρνηση ενός ενδιαφερόμενου μέλους και τα οποία δεν είναι σύμφωνα με τις συνήθεις εμπορικές πρακτικές. Οι ειδικές συναλλαγές περιλαμβάνουν τα εξής:

α. πωλήσεις επί πιστώσει, στις οποίες, λόγω κυβερνητικής παρέμβασης, το επιτόκιο, η προθεσμία πληρωμής ή άλλοι σχετικοί όροι δεν είναι σύμφωνοι με τα εμπορικά επιτόκια, τις προθεσμίες ή τους όρους που ισχύουν στην παγκόσμια αγορά·

β. πωλήσεις, στις οποίες τα αναγκαία για τη συναλλαγή κεφάλαια λαμβάνονται από την κυβέρνηση του μέλους εξαγωγέα υπό μορφή δανείου συνδεδεμένου με την αγορά σιτηρών·

γ. πωλήσεις σε νόμισμα του μέλους εισαγωγέα, το οποίο δεν μπορεί να μεταφερθεί ή να μετατραπεί σε συνάλλαγμα ή εμπορεύματα προοριζόμενα να χρησιμοποιηθούν στο μέλος εξαγωγέα·

δ. πωλήσεις που πραγματοποιούνται βάσει εμπορικών συμφωνιών με ειδικές ρυθμίσεις πληρωμής, οι οποίες περιλαμβάνουν συμψηφιστικούς λογαριασμούς για διμερή διακανονισμό των πιστωτικών υπολοίπων με ανταλλαγή εμπορευμάτων, εκτός εάν το μέλος εξαγωγέας και το μέλος εισαγωγέας συμφωνούν ώστε η πώληση να θεωρηθεί ότι έχει εμπορικό χαρακτήρα·

ε) συναλλαγές σε είδος:

(ι) οι οποίες προκύπτουν από κυβερνητικές παρεμβάσεις, στις οποίες τα σιτηρά ανταλλάσσονται σε τιμές διαφορετικές από εκείνες, οι οποίες ισχύουν στην παγκόσμια αγορά, ή

(ιι) οι οποίες πραγματοποιούνται βάσει κυβερνητικού προγράμματος αγορών, εκτός εάν η αγορά σιτηρών προκύπτει από συναλλαγή σε είδος, στην οποία η χώρα τελικού προορισμού των σιτηρών δεν αναφέρεται στο αρχικό συμβόλαιο·

στ) δωρεάν παροχή σιτηρών ή αγορά σιτηρών μέσω χρηματικής βοήθειας, που δίδεται ειδικά για το σκοπό αυτόν από το μέλος εξαγωγέα·

ζ) κάθε άλλη κατηγορία συναλλαγών, την οποία θα μπορούσε να ορίσει το Συμβούλιο και η οποία περιλαμβάνει χαρακτηριστικά που έχουν εισαχθεί από την κυβέρνηση του ενδιαφερόμενου μέλους και που δεν είναι σύμφωνα με τις συνήθεις εμπορικές πρακτικές.

3) Για οποιοδήποτε ζήτημα, το οποίο θέτει ο Εκτελεστικός Διευθυντής ή ένα μέλος σχετικά με το άν μία δεδομένη συναλλαγή αποτελεί εμπορική αγορά, όπως αυτή ορίζεται στην παράγραφο 1 ή ειδική συναλλαγή, όπως αυτή ορίζεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, αποφασίζει το Συμβούλιο.

Άρθρο 6
Κατευθυντήριες οδηγίες για τις συναλλαγές με ευνοϊκούς όρους

1) Τα μέλη αναλαμβάνουν την υποχρέωση εκτελέσεως όλων των συναλλαγών με ευνοϊκούς όρους στον τομέα των σιτηρών, ούτως ώστε να αποφευχθεί κάθε επιζήμια επίπτωση στην κανονική διάρθρωση της παραγωγής και του διεθνούς εμπορίου.

2) Για το σκοπό αυτόν, τόσο τα μέλη προμηθευτές, όσο και τα ωφελούμενα μέλη θα λάβουν τα επιβαλλόμενα μέτρα, ώστε οι συναλλαγές με ευνοϊκούς όρους να είναι επιπρόσθετες στις εμπορικές πωλήσεις που θα μπορούσαν εύλογα να αναμένονται ελλείψει τέτοιων συναλλαγών και να συντελούν στην αύξηση της κατανάλωσης των αποθεμάτων στην ωφελούμενη χώρα. Τα μέτρα αυτά θα πρέπει, όσον αφορά τις χώρες που είναι μέλη του FAO, να είναι σύμφωνα με τις βασικές αρχές και κατευθυντήριες οδηγίες του FAO για τη διάθεση των πλεονασμάτων, καθώς και με τις υποχρεώσεις των μελών του FAO σε θέματα διαβουλεύσεων. Μπορεί να προβλέπεται, μεταξύ άλλων, κατόπιν συμφωνίας με την ωφελούμενη χώρα, η διατήρησή σε συνολική βάση ενός ορισμένου επιπέδου εμπορικών εισαγωγών σε σιτηρά από τη χώρα αυτή. Κατά την καθιέρωση ή την προσαρμογή του επιπέδου αυτού θα πρέπει να λαμβάνεται πλήρως υπόψη ο όγκος των εμπορικών εισαγωγών στη διάρκεια μιας αντιπροσωπευτικής περιόδου, οι πρόσφατες τάσεις στη χρησιμοποίηση και τις εισαγωγές, καθώς και οι οικονομικές συνθήκες της χώρας αποδέκτη, και ιδιαίτερα η κατάσταση του ισοζυγίου πληρωμών της.

3) Τα μέλη, όταν πραγματοποιούν πράξεις εξαγωγής με ευνοϊκούς όρους, πρέπει να έρχονται σε συνεννόηση με τα μέλη εξαγωγείς, των οποίων οι εμπορικές πωλήσεις μπορεί να θίγονται από τέτοιες συναλλαγές, κατά το δυνατόν προτού συμφωνηθούν οι σχετικές ρυθμίσεις με τις ωφελούμενες χώρες.

4) Η Γραμματεία υποβάλλει περιοδικές εκθέσεις στο Συμβούλιο για τις συναλλαγές με ευνοϊκούς όρους στον τομέα των σιτηρών.

Άρθρο 7
Κοινοποίηση και καταχώριση

(1) Τα μέλη υποβάλλουν τακτικές εκθέσεις και το Συμβούλιο τηρεί αρχείο για κάθε γεωργικό έτος, στο οποίο εμφαίνονται χωριστά οι εμπορικές και ειδικές συναλλαγές για όλες τις αποστολές σιτηρών από μέλη και όλες τις εισαγωγές σιτηρών από τα μη μέλη. Το Συμβούλιο τηρεί επίσης, στο μέτρο του δυνατού, αρχείο για όλες τις αποστολές μεταξύ μη μελών.

(2) Τα μέλη παρέχουν, στο μέτρο του δυνατού, τις πληροφορίες που μπορεί να ζητήσει το Συμβούλιο σχετικά με την προσφορά και τη ζήτησή τους στον τομέα των σιτηρών και αναφέρουν αμέσως όλες τις αλλαγές στην εθνική πολιτική τους όσον αφορά τα σιτηρά.

(3) Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου:

(α) τα μέλη παρέχουν στον Εκτελεστικό Διευθυντή όλες τις πληροφορίες, τις οποίες μπορεί να ζητήσει το Συμβούλιο στα πλαίσια των αρμοδιοτήτων του σχετικά με τις ποσότητες σιτηρών που αποτέλεσαν αντικείμενο εμπορικών πωλήσεων και αγορών και ειδικών συναλλαγών. Μεταξύ αυτών είναι:

(ι) όσον αφορά τις ειδικές συναλλαγές, λεπτομερή στοιχεία των συναλλαγών που επιτρέπουν την ταξινόμησή τους σύμφωνα με το άρθρο 5·

(ιι) τις διαθέσιμες λεπτομερείς πληροφορίες σχετικά με τον τύπο, την κατηγορία, το βαθμό και την ποιότητα των εν λόγω σιτηρών·

β) εφ' όσον ζητηθεί από το Συμβούλιο, κατά την εξαγωγή σιτηρών, τα μέλη υποχρεούνται να στέλνουν στον Εκτελεστικό Διευθυντή όλες τις πληροφορίες σχετικά με τις τιμές εξαγωγής·

γ) το Συμβούλιο συγκεντρώνει τακτικά πληροφορίες σχετικά με τα ισχύοντα έξοδα μεταφοράς σιτηρών και τα μέλη είναι υποχρεωμένα να αναφέρουν στο Συμβούλιο όλες τις συμπληρωματικές πληροφορίες οι οποίες μπορεί να τους ζητηθούν.

4) Σε περίπτωση που μια ποσότητα σιτηρών φθάσει στη χώρα του τελικού προορισμού μετά από μεταπώληση, διέλευση ή μεταφόρτωση από τα λιμάνια άλλης χώρας εκτός από εκείνη από την οποία προέρχεται, τα μέλη παρέχουν, στο μέτρο του δυνατού, πληροφορίες που επιτρέπουν την καταγραφή της αποστολής στο αρχείο σαν αποστολή μεταξύ της χώρας προέλευσης και της χώρας τελικού προορισμού. Σε περίπτωση μεταπώλησης, οι διατάξεις της παραγράφου αυτής εφαρμόζονται μόνον εφ' όσον τα σιτηρά έφυγαν από τη χώρα προέλευσης στη διάρκεια του σχετικού έτους εσοδείας.

5) Το Συμβούλιο καταρτίζει κανονισμό για τις εκθέσεις και το αρχείο που αναφέρονται στο παρόν άρθρο. Ο κανονισμός αυτός καθορίζει τη συχνότητα και τον τρόπο υποβολής των εν λόγω εκθέσεων, καθώς και τις σχετικές υποχρεώσεις των μελών. Το Συμβούλιο ορίζει επίσης τη διαδικασία για την τροποποίηση των αρχείων ή καταστάσεων που τηρεί, καθώς και τον τρόπο διευθέτησης κάθε διαφοράς η οποία μπορεί να προκύψει σχετικά. Εάν οποιοδήποτε μέλος παραλείπει επανειλημμένα και αδικαιολόγητα την υποβολή των εκθέσεων σύμφωνα με το παρόν άρθρο, η Εκτελεστική Επιτροπή αρχίζει διαβουλεύσεις με το μέλος αυτό για τη διευθέτηση του προβλήματος.

Άρθρο 8
Διαφορές και καταγγελίες

1) Κάθε διαφορά σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, η οποία δεν κατέστη δυνατό να ρυθμιστεί με διαπραγμάτευση, υποβάλλεται στο Συμβούλιο για απόφαση εφ' όσον το ζητήσει οποιοδήποτε μέλος, το οποίο είναι διάδικος στη διαφορά.

2) Κάθε μέλος το οποίο θεωρεί ότι τα συμφεροντά του σαν μέρος της παρούσας Σύμβασης έχουν θιγεί σοβαρά με ενέργειες ενός ή περισσότερων μελών κατά τρόπο ώστε να τίθεται σε κίνδυνο η λειτουργία της Σύμβασης, μπορεί να φέρει το θέμα ενώπιον του Συμβουλίου. Στην περίπτωση αυτήν, το Συμβούλιο έρχεται αμέσως σε συνεννόηση με τα ενδιαφερόμενα μέλη, προκειμένου να διευθετήσει το θέμα. Εάν το θέμα δεν διευθετηθεί με τις συνεννοήσεις αυτές, το Συμβούλιο εξετάζει περαιτέρω το θέμα και μπορεί να προβεί σε συστάσεις προς τα ενδιαφερόμενα μέλη.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ - ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 9
Σύσταση του Συμβουλίου

1) Το Διεθνές Συμβούλιο Σίτου, το οποίο ιδρύθηκε με τη Διεθνή Συμφωνία για το σίτο του 1949, εξακολουθεί να υφίσταται, για την εφαρμογή της παρούσας συνθήκης, με τη σύνθεση, τις εξουσίες και τις αρμοδιότητες που προβλέπονται στην εν λόγω συνθήκη.

2) Τα μέλη αντιπροσωπεύονται στις συνεδριάσεις του Συμβουλίου με αντιπροσώπους, αναπληρωτές και συμβούλους.

3) Το Συμβούλιο εκλέγει πρόεδρο και αντιπρόεδρο, οι οποίοι ασκούν τα καθήκοντά τους για ένα έτος εσοδείας. Ο πρόεδρος δεν έχει δικαίωμα ψήφου καθώς και ο αντιπρόεδρος, εφ' όσον ασκεί καθήκοντα προέδρου.

Άρθρο 10
Εξουσίες και αρμοδιότητες του Συμβουλίου

(1) Το Συμβούλιο καταρτίζει τον εσωτερικό του κανονισμό.

(2) Το Συμβούλιο τηρεί τα αρχεία που προβλέπονται από τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης και μπορεί να τηρεί οποιαδήποτε άλλα αρχεία, εφ' όσον το κρίνει σκόπιμο.

(3) Προκειμένου να εκπληρώσει τα καθήκοντα που έχει βάσει της παρούσας Σύμβασης, το Συμβούλιο μπορεί να ζητήσει και τα μέλη είναι υποχρεωμένα να του παρέχουν τις απαιτούμενες στατιστικές και άλλες πληροφορίες, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 7 παράγραφος 2.

(4) Το Συμβούλιο μπορεί, με ειδική ψηφοφορία, να αναθέσει σε οποιαδήποτε από τις επιτροπές του ή στον Εκτελεστικό Διευθυντή την άσκηση εξουσιών και αρμοδιοτήτων, εκτός από τις ακόλουθες:

(α) αποφάσεις επί θεμάτων που αναφέρονται στο άρθρο 8

(β) επανεξέταση, βάσει του άρθρου 11, των ψήφων των μελών που αναφέρονται στο παράρτημα·

(γ) καθορισμός των μελών εξαγωγέων και εισαγωγέων και κατανομή των ψήφων τους σύμφωνα με το άρθρο 12·

(δ) επιλογή της έδρας του Συμβουλίου σύμφωνα με το άρθρο 13 παράγραφος 1·

(ε) διορισμός του Εκτελεστικού Διευθυντή σύμφωνα με το άρθρο 17 παράγραφος 2·

(στ) έγκριση του προϋπολογισμού και καθορισμός των εισφορών των μελών σύμφωνα με το άρθρο 21·

(ζ) αναστολή των δικαιωμάτων ψήφου ενός μέλους σύμφωνα με το άρθρο 21 παράγραφος 6·

(η) οποιαδήποτε αίτηση στο Γενικό Γραμματέα της UNCTAD για να συγκαλέσει συνδιάσκεψη διαπραγμάτευσης σύμφωνα με το άρθρο 22·

(θ) αποκλεισμός ενός μέλους από το Συμβούλιο σύμφωνα με το άρθρο 30·

(ι) σύσταση τροπολογίας σύμφωνα με το άρθρο 32·

(κ) παράταση ή λήξη της ισχύος της Σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 33.

Το Συμβούλιο μπορεί ανά πάσα στιγμή να ανακαλέσει την εν λόγω ανάθεση εξουσιών με απόφαση που λαμβάνεται κατά πλειοψηφία.

(5) Όλες οι αποφάσεις που λαμβάνονται βάσει των εξουσιών ή αρμοδιοτήτων, οι οποίες έχουν ανατεθεί από το Συμβούλιο σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, υπόκεινται σε αναθεώρηση εκ μέρους του Συμβουλίου, εφ' όσον το ζητήσει οποιοδήποτε μέλος μέσα σε προθεσμία που ορίζει το Συμβούλιο. Κάθε απόφαση για την οποία δεν έχει υποβληθεί αίτηση αναθεώρησης μέσα στην καθορισμένη προθεσμία, είναι δεσμευτική για όλα τα μέλη.

(6) Εκτός από τις εξουσίες και τις αρμοδιότητες που καθορίζονται στην παρούσα Σύμβαση, το Συμβούλιο έχει κάθε άλλη εξουσία και ασκεί κάθε άλλη αρμοδιότητα που απαιτείται για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 11
Ψήφοι που απαιτούνται για την έναρξη ισχύος της Σύμβασης και τις διαδικασίες ψήφισης του προϋπολογισμού

(1) Οι ψήφοι που διαθέτει κάθε κυβέρνηση για την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, σύμφωνα με το άρθρο 28 παράγραφος 1, καθορίζονται στο παράρτημα.

(2) Για τον καθορισμό των οικονομικών συνεισφορών σύμφωνα με το άρθρο 21, ο αριθμός ψήφων των μελών βασίζεται στον αριθμό που αναφέρεται στο παράρτημα, λαμβάνοντας υπόψη τα εξής:

(α) κατά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, το Συμβούλιο ανακατανέμει τις ψήφους που προβλέπονται στο παράρτημα μεταξύ των κυβερνήσεων που έχουν καταθέσει έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης στη Σύμβαση ή δηλώσεις προσωρινής εφαρμογής της, ανάλογα με τον αριθμό των ψήφων που κατέχει κάθε ένα από τα μέλη που αναφέρονται στο παράρτημα.

(β) Μετά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, κάθε φορά που μια κυβέρνηση γίνεται ή παύει να είναι μέρος της Σύμβασης, το Συμβούλιο ανακατανέμει τις ψήφους των άλλων μελών ανάλογα με τον αριθμό των ψήφων που διαθέτει καθένα από τα μέλη που αναφέρονται στο παράρτημα.

(γ) Τρία χρόνια μετά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, και κάθε φορά που η ισχύς της παρατείνεται σύμφωνα με το άρθρο 33 παράγραφος 2, το Συμβούλιο επανεξετάζει και μπορεί να αναπροσαρμόσει την κατανομή των ψήφων των μελών που αναφέρονται στο παράρτημα.

(3) Σε όλες τις άλλες περιπτώσεις εφαρμογής της Σύμβασης, οι ψήφοι των μελών κατανέμονται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

Άρθρο 12
Καθορισμός των μελών εισαγωγέων και εξαγωγέων και κατανομή των ψήφων τους

(1) Κατά την πρώτη σύνοδο που πραγματοποιείται σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, το Συμβούλιο αποφασίζει ποια μέλη θα είναι εξαγωγείς και ποια μέλη θα είναι εισαγωγείς για τους σκοπούς της Σύμβασης. Κατά τη λήψη της απόφασης αυτής, το Συμβούλιο λαμβάνει υπόψη τη διάρθρωση των εμπορικών συναλλαγών μεταξύ των μελών αυτών στον τομέα του σίτου καθώς και τις απόψεις που εκφράζουν.

(2) Μόλις το Συμβούλιο αποφασίσει ποια μέλη θα είναι εξαγωγείς και ποια εισαγωγείς σύμφωνα με τη Σύμβαση, τα μέλη εξαγωγείς, με βάση τις ψήφους που διαθέτουν σύμφωνα με το άρθρο 11, αποφασίζουν για την κατανομή των ψήφων μεταξύ τους υπό τους όρους της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου, και τα μέλη εισαγωγείς κατανέμουν τους ψήφους τους κατά τον ίδιο τρόπο.

(3) Προκειμένου να γίνει η κατανομή των ψήφων σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, τα μέλη εξαγωγείς διαθέτουν συνολικά 1000 ψήφους και τα μέλη εισαγωγείς διαθέτουν συνολικά 1000 ψήφους. Κανένα μέλος δεν διαθέτει περισσότερους από 333 ψήφους σαν μέλος εξαγωγέας ή περισσότερους από 333 ψήφους σαν μέλος εισαγωγέας. Δεν υπάρχουν κλασματικοί ψήφοι.

(4) Το Συμβούλιο επανεξετάζει τον κατάλογο των μελών εισαγωγέων και εξαγωγέων με βάση τις εξελίξεις στη διάρθρωση των εμπορικών συναλλαγών τους στον τομέα του σίτου, μέσα σε διάστημα τριών ετών από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης. Η επανεξέταση αυτή γίνεται επίσης κάθε φορά που παρατείνεται η ισχύς της Σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 33 παράγραφος 2.

(5) Το Συμβούλιο μπορεί, εφ' όσον ζητηθεί από οποιοδήποτε μέλος, κατά την έναρξη του γεωργικού έτους να αποφασίσει με ειδική ψηφοφορία τη μεταφορά του μέλους αυτού από τον κατάλογο των μελών εξαγωγέων στον κατάλογο των μελών εισαγωγέων ή από τον κατάλογο των μελών εισαγωγέων στον κατάλογο των μελών εξαγωγέων, ανάλογα με την περίπτωση.

(6) Το Συμβούλιο επανεξετάζει την κατανομή των ψήφων των μελών εισαγωγέων και εξαγωγέων, κάθε φορά που αλλάζουν οι κατάλογοι των μελών εισαγωγέων και εξαγωγέων, σύμφωνα με τις παραγράφους 4 ή 5 του παρόντος άρθρου. Κάθε νέα κατανομή των ψήφων σύμφωνα με την παράγραφο αυτή γίνεται υπό τους όρους που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

(7) Κάθε φορά που μια κυβέρνηση γίνεται ή παύει να είναι μέρος της σύμβασης, το Συμβούλιο αναδιανέμει τις ψήφους των άλλων μελών εξαγωγέων ή εισαγωγέων, ανάλογα με την περίπτωση, σύμφωνα με τον αριθμό των ψήφων που διαθέτει κάθε μέλος υπό τους όρους που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

(8) Οποιοδήποτε μέλος εξαγωγέας μπορεί να εξουσιοδοτήσει ένα άλλο μέλος εξαγωγέα και οποιοδήποτε μέλος εισαγωγέας μπορεί να εξουσιοδοτήσει ένα άλλο μέλος εισαγωγέα να αντιπροσωπεύει τα συμφέροντά του και να ασκεί το δικαίωμα ψήφου του σε μια ή περισσότερες συνεδριάσεις του Συμβουλίου. Επαρκείς αποδείξεις για την εξουσιοδότηση αυτήν υποβάλλονται στο Συμβούλιο.

(9) Εάν σε μια συνεδρίαση του Συμβουλίου δεν εκπροσωπείται ένα μέλος από επιτετραμμένο αντιπρόσωπο και δεν έχει εξουσιοδοτήσει άλλο μέλος να ασκήσει το δικαίωμα ψήφου του σύμφωνα με την παράγραφο 8 του άρθρου αυτού ή αν σε οποιαδήποτε συνεδρίαση ένα μέλος εκπέσει ή χάσει το δικαίωμα ψήφου του ή το ανακτήσει βάσει διάταξης της παρούσας Σύμβασης, ο συνολικός αριθμός των ψήφων που διαθέτουν τα μέλη εξαγωγείς κατά τη συνεδρίαση αυτήν προσαρμόζεται σε έναν αριθμό ίσο με το σύνολο των ψήφων που διαθέτουν κατά τη συνεδρίαση αυτήν τα μέλη εισαγωγείς και γίνεται σχετική ανακατανομή μεταξύ των μελών εξαγωγέων ανάλογα με τις ψήφους που διαθέτουν.

Άρθρο 13
Έδρα, Σύνοδοι και Απαρτία

1. Έδρα του Συμβουλίου είναι το Λονδίνο, εκτός αντιθέτου αποφάσεως του Συμβουλίου.

2. Το Συμβούλιο συνέρχεται κατά τη διάρκεια κάθε γεωργικού έτους τουλάχιστον ανά εξάμηνο αλλά και σε οιαδήποτε άλλη στιγμή, κατόπιν αποφάσεως του Προέδρου ή όπως απαιτείται από τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

3. Ο Πρόεδρος συγκαλεί το Συμβούλιο σε συνεδρίαση όταν του ζητηθεί:

α) από πέντε χώρες, ή

β) από ένα ή περισσότερα μέλη που κατέχουν συνολικώς τουλάχιστον 10% του συνόλου των ψήφων, ή

γ) από την Εκτελεστική Επιτροπή.

Σε κάθε σύνοδο του Συμβουλίου, για να υπάρχει απαρτία, είναι αναγκαία η παρουσία αντιπροσώπων που διαθέτουν, πριν από οιαδήποτε προσαρμογή του αριθμού των ψήφων βάσει του άρθρου 12 παρ. 9, την πλειοψηφία των ψήφων τόσο των χωρών-μελών εξαγωγής όσο και των χωρών-μελών εισαγωγής.

Άρθρο 14
Αποφάσεις

(1) Εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπεται το αντίθετο στην παρούσα Σύμβαση, οι αποφάσεις του Συμβουλίου λαμβάνονται με πλειοψηφία των ψηφισάντων μελών εξαγωγέων και με πλειοψηφία των ψηφισάντων μελών εισαγωγέων, υπολογιζομένων χωριστά.

(2) Χωρίς να θίγεται η απόλυτη ελευθερία δράσης που έχουν όλα τα μέλη κατά τον καθορισμό και την εφαρμογή της πολιτικής τους στον τομέα της γεωργίας και των τιμών, κάθε μέλος αναλαμβάνει την υποχρέωση να δέχεται σαν υποχρεωτικές όλες τις αποφάσεις του Συμβουλίου που έχουν ληφθεί βάσει των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 15
Εκτελεστική Επιτροπή

(1) Το Συμβούλιο ορίζει μια Εκτελεστική Επιτροπή η οποία αποτελείται από έξι, το πολύ, μέλη εξαγωγείς, τα οποία εκλέγονται κάθε χρόνο από τα μέλη εξαγωγείς και από οκτώ, το πολύ μέλη εισαγωγείς, τα οποία εκλέγονται κάθε χρόνο από τα μέλη εισαγωγείς. Το Συμβούλιο διορίζει τον πρόεδρο της Εκτελεστικής Επιτροπής και μπορεί να διορίσει έναν αντιπρόεδρο.

(2) Η Εκτελεστική Επιτροπή είναι υπεύθυνη ενώπιον του Συμβουλίου και εργάζεται κάτω από τη γενική του διεύθυνση. Έχει τις εξουσίες και τις αρμοδιότητες που της έχουν ανατεθεί ρητά από την παρούσα Σύμβαση καθώς και όσες άλλες εξουσίες και αρμοδιότητες της αναθέτει το Συμβούλιο σύμφωνα με το άρθρο 10 παράγραφος 4.

(3) Τα μέλη εξαγωγείς που συμμετέχουν στην Εκτελεστική Επιτροπή έχουν τον ίδιο αριθμό ψήφων συνολικά με τα μέλη εισαγωγείς. Τα μέλη εξαγωγείς που συμμετέχουν στην Εκτελεστική Επιτροπή κατανέμουν μεταξύ τους τις ψήφους που διαθέτουν κατά την κρίση τους, υπό την προϋπόθεση ότι κανένα από τα μέλη αυτά δεν θα διαθέτει περισσότερο από το 40% του συνολικού αριθμού των ψήφων που διαθέτουν τα μέλη εξαγωγείς. Τα μέλη εισαγωγείς που συμμετέχουν στην Εκτελεστική Επιτροπή κατανέμουν μεταξύ τους τις ψήφους που διαθέτουν κατά την κρίση τους, υπό την προϋπόθεση ότι κανένα από αυτά δεν θα διαθέτει περισσότερο από το 40% του συνόλου των ψήφων των μελών εισαγωγέων.

(4) Το Συμβούλιο καθορίζει τη διαδικασία ψηφοφορίας στα πλαίσια της Εκτελεστικής Επιτροπής και μπορεί να προσθέσει στον εσωτερικό κανονισμό της Εκτελεστικής Επιτροπής οποιεσδήποτε άλλες διατάξεις κρίνει σκόπιμες. Για να ληφθεί απόφαση από την Εκτελεστική Επιτροπή απαιτείται η ίδια πλειοψηφία που απαιτείται από τη Σύμβαση για τη λήψη απόφασης από το Συμβούλιο σε ανάλογο θέμα.

(5) Τα μέλη του Συμβουλίου τα οποία δεν είναι μέλη της Εκτελεστικής Επιτροπής μπορούν να συμμετέχουν, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στη συζήτηση οποιουδήποτε θέματος ενώπιον της Εκτελεστικής Επιτροπής, εφ' όσον η τελευταία θεωρεί ότι επηρεάζονται τα συμφέροντα του εν λόγω μέλους.

Άρθρο 16
Υποεπιτροπή συνθηκών αγοράς

(1) Η Εκτελεστική Επιτροπή συνιστά μια Υποεπιτροπή για τις συνθήκες αγοράς στην οποία συμμετέχουν εκπρόσωποι από έξι το πολύ μέλη εξαγωγείς και έξι μέλη εισαγωγείς. Ο Πρόεδρος της Υποεπιτροπής υποδεικνύεται από την Εκτελεστική Επιτροπή.

(2) Η Υποεπιτροπή μελετά συνεχώς όλα τα θέματα που επηρεάζουν την παγκόσμια οικονομία στον τομέα των σιτηρών και γνωστοποιεί τα συμπεράσματά της στα μέλη. Η Υποεπιτροπή λαμβάνει υπόψη, κατά την εν λόγω μελέτη, τις σχετικές πληροφορίες που παρέχουν τα μέλη του Συμβουλίου.

(3) Η Υποεπιτροπή συμπληρώνει τις γενικές κατευθύνσεις που δίνει το Συμβούλιο προκειμένου να διευκολύνει τη Γραμματεία στην εκτέλεση του έργου που αναφέρεται στο άρθρο 3.

(4) Η Υποεπιτροπή καταβάλλει ιδιαίτερη προσπάθεια ώστε έτερα μέλη του Συμβουλίου να παίρνουν μέρος στις συζητήσεις των θεμάτων που αφορούν άμεσα τα συμφέροντά τους, όπως είναι η εθνική τους πολιτική στον τομέα των σιτηρών ή, ιδιαίτερα στην περίπτωση των αναπτυσσόμενων χωρών, οι ανάγκες τους για εισαγωγές. Όλα τα μέλη του Συμβουλίου που δεν συμμετέχουν στην Υποεπιτροπή μπορούν να παρακολουθήσουν τις συνεδριάσεις της σαν παρατηρητές.

(5) Η Υποεπιτροπή γνωμοδοτεί σύμφωνα με τα σχετικά άρθρα της παρούσας Σύμβασης καθώς και για οποιοδήποτε θέμα το οποίο της παραπέμπεται από το Συμβούλιο ή την Εκτελεστική Επιτροπή.

Άρθρο 17
Γραμματεία

(1) Το Συμβούλιο διαθέτει Γραμματεία, η οποία αποτελείται από τον Εκτελεστικό Διευθυντή, ο οποίος προΐσταται ιεραρχικά, και το αναγκαίο προσωπικό για τις εργασίες του Συμβουλίου και των Επιτροπών του.

(2) Το Συμβούλιο διορίζει τον Εκτελεστικό Διευθυντή, ο οποίος είναι υπεύθυνος για την εκτέλεση των ανατεθειμένων στη Γραμματεία καθηκόντων που αφορούν στην εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης καθώς και των λοιπών καθηκόντων που της έχουν ανατεθεί από το Συμβούλιο και τις επιτροπές του.

(3) Το προσωπικό διορίζεται από τον Εκτελεστικό Διευθυντή σύμφωνα με τους κανόνες που καθορίζει το Συμβούλιο.

(4) Επιβάλλεται ως όρος προσλήψεως του Εκτελεστικού Διευθυντού και του προσωπικού, να μην έχουν ή να πάψουν να έχουν οποιοδήποτε οικονομικό συμφέρον στο εμπόριο σιτηρών και να μη ζητούν ή λαμβάνουν από οιαδήποτε Κυβέρνηση ή άλλη αρχή εκτός του Συμβουλίου, οδηγίες σχετικές με την άσκηση των καθηκόντων τους που απορρέουν από τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 18
Αποδοχή παρατηρητών

Το Συμβούλιο μπορεί να καλέσει οποιοδήποτε κράτος το οποίο δεν είναι μέλος καθώς και οποιοδήποτε διακυβερνητικό οργανισμό, να παρακολουθεί σαν παρατηρητής τις συνεδριάσεις της.

Άρθρο 19
Συνεργασία με άλλους διακυβερνητικούς οργανισμούς

(1) Το Συμβούλιο προβαίνει σε οποιεσδήποτε πρόσφορες ενέργειες για την πραγματοποίηση διαβουλεύσεων ή συνεργασίας με τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών και τα όργανά του, ιδιαίτερα την UNCTAD και το FAO καθώς και άλλες, ενδεχομένως, ειδικευμένες οργανώσεις των Ηνωμένων Εθνών και διακυβερνητικούς οργανισμούς.

(2) Το Συμβούλιο, λόγω του ιδιαίτερου ρόλου που διαδραματίζει η UNCTAD στο διεθνές εμπόριο βασικών προϊόντων, την ενημερώνει, όταν κρίνει σκόπιμο, για τις δραστηριότητές του και τα προγράμματα εργασίας του.

(3) Εάν το Συμβούλιο διαπιστώσει ότι οιαδήποτε διάταξη της παρούσας Σύμβασης είναι ως προς την ουσία ασυμβίβαστη με ορισμένες υποχρεώσεις που δύνανται να θεσπίζουν ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών, τα αρμόδια όργανά του ή οι ειδικευμένες Υπηρεσίες του, σχετικά με τις διακυβερνητικές Συμφωνίες περί βασικών προϊόντων, το ασυμβίβαστο αυτό θεωρείται ότι επηρεάζει δυσμενώς την καλή λειτουργία της παρούσας Σύμβασης και εφαρμόζεται η προβλεπόμενη στο άρθρο 32 διαδικασία.

Άρθρο 20
Προνόμια και ασυλίες

(1) Το Συμβούλιο έχει νομική προσωπικότητα. Ειδικότερα, έχει ικανότητα για σύναψη συμβάσεων, για κτήση και διάθεση κινητών και ακινήτων περιουσιακών στοιχείων καθώς και ικανότητα να παρίσταται στο δικαστήριο.

(2) Το καθεστώς, τα προνόμια και οι ασυλίες του Συμβουλίου στην επικράτεια του Ηνωμένου Βασιλείου εξακολουθούν να διέπονται από τη συμφωνία περί έδρας η οποία συνήφθη μεταξύ των κυβερνήσεων του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας αφ' ενός και του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου αφ' ετέρου και η οποία υπεγράφη στο Λονδίνο στις 28 Νοεμβρίου 1968.

(3) Η συμφωνία που αναφέρεται στην παράγραφο (2) του παρόντος άρθρου είναι ανεξάρτητη από την παρούσα Σύμβαση. Η ισχύς της εν τούτοις λήγει:

(α) Με συμφωνία μεταξύ των κυβερνήσεων του Ηνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας αφ' ενός και του Συμβουλίου αφ' ετέρου,

(β) σε περίπτωση μεταφοράς της έδρας του Συμβουλίου από το Ηνωμένο Βασίλειο,

(γ) σε περίπτωση που το Συμβούλιο πάψει να υφίσταται.

(4) Σε περίπτωση μεταφοράς της έδρας του Συμβουλίου από το Ηνωμένο Βασίλειο, η κυβέρνηση του μέλους στο οποίο τοποθετείται η έδρα του Συμβουλίου συνάπτει με το Συμβούλιο διεθνείς συμφωνίες σχετικά με το καθεστώς, τα προνόμια και τις ασυλίες του Συμβουλίου, του Εκτελεστικού του Διευθυντή, του προσωπικού του και των εκπροσώπων των μελών που θα συμμετέχουν στις συνεδριάσεις που συγκαλεί το Συμβούλιο.

Άρθρο 21
Χρηματοδότηση

(1) Τα έξοδα των αντιπροσωπειών στο Συμβούλιο και των αντιπροσώπων στις διάφορες επιτροπές και υποεπιτροπές βαρύνουν τις εκπροσωπούμενες κυβερνήσεις. Τα άλλα έξοδα που προκύπτουν από την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης καλύπτονται απο τις ετήσιες εισφορές όλων των μελών. Η συνεισφορά κάθε μέλους για κάθε γεωργικό έτος καθορίζεται ανάλογα με τον αριθμό των ψήφων που διαθέτει το μέλος σύμφωνα με το παράρτημα, σε σχέση με το σύνολο των ψήφων που διαθέτουν όλα τα μέλη που αναφέρονται στο παράρτημα, υπό την προϋπόθεση ότι ο αριθμός των ψήφων που διαθέτει κάθε χώρα μέλος προσαρμόζεται, κατά τις διατάξεις του άρθρου ΙΙ παράγραφος 2, ανάλογα με τη σύνθεση του Συμβουλίου κατά τη στιγμή ψήφισης του προϋπολογισμού του εν λόγω γεωργικού έτους.

Κατά την πρώτη σύνοδό του μετά την ψήφιση της παρούσας Σύμβασης το Συμβούλιο ψηφίζει τον προϋπολογισμό του για την περίοδο που λήγει στις 30 Ιουνίου 1987, και καθορίζει τη συνεισφορά κάθε μέλους.

(3) Το Συμβούλιο, κατά τη σύνοδο που πραγματοποιεί κατά το δεύτερο εξάμηνο κάθε γεωργικού έτους εγκρίνει τον προϋπολογισμό για το επόμενο γεωργικό έτος και καθορίζει τη συνεισφορά κάθε μέλους για το έτος αυτό.

(4) Η αρχική συνεισφορά κάθε μέλους που προσχωρεί στη Σύμβαση σύμφωνα με το άρθρο 27 παράγραφος 1 καθορίζεται από το Συμβούλιο με βάση τις ψήφους που διαθέτει το εν λόγω μέλος, σύμφωνα με το άρθρο 11 παράγραφος 2β και το χρονικό διάστημα που υπολείπεται μέχρι τη λήξη του γεωργικού έτους, χωρίς να μεταβληθούν οι συνεισφορές που έχουν καθοριστεί για τα υπόλοιπα μέλη κατά το τρέχον γεωργικό έτος.

(5) Οι συνεισφορές είναι απαιτητές αμέσως μετά τον καθορισμό τους.

(6) Εάν ένα μέλος δεν έχει καταβάλει ολόκληρη τη συνεισφορά του μέσα σε έξι μήνες από την ημερομηνία κατά την οποία η συνεισφορά του είναι απαιτητή βάσει της παραγράφου 5 του παρόντος άρθρου, ο Εκτελεστικός Διευθυντής του ζητά να προβεί στην καταβολή της πληρωμής

το ταχύτερο δυνατόν.

Εάν κατά την εκπνοή προθεσμίας έξι μηνών από την εν λόγω όχληση του Εκτελεστικού Διευθυντή το μέλος εξακολουθεί να μην έχει καταβάλει τη συνεισφορά του, αναστέλλονται τα δικαιώματα ψήφου του στο Συμβούλιο και την Εκτελεστική Επιτροπή μέχρις ότου καταβάλει ολόκληρη τη συνεισφορά του.

(7) Το μέλος του οποίου τα δικαιώματα ψήφου έχουν ανασταλεί σύμφωνα με την παράγραφο 6 του παρόντος άρθρου δεν στερείται κανένα από τα άλλα δικαιώματά του ούτε απαλλάσσεται από τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση, εκτός εάν το Συμβούλιο λάβει σχετική απόφαση με ειδική ψηφοφορία.

Εξακολουθεί να οφείλει την καταβολή της συνεισφοράς του και την εκπλήρωση όλων των οικονομικών υποχρεώσεών του που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση.

(8) Το Συμβούλιο δημοσιεύει, κάθε έτος εσοδείας, μία ελεγμένη κατάσταση εσόδων και δαπανών του προηγούμενου έτους εσοδείας.

(9) Το Συμβούλιο, πριν από τη διάλυσή του, λαμβάνει όλα τα μέτρα για την εκκαθάριση του παθητικού του και τη διάθεση των περιουσιακών στοιχείων και των αρχείων του.

Άρθρο 22
Οικονομικές διατάξεις

Προκειμένου να εξασφαλίσει τον εφοδιασμό σε σίτο και άλλα σιτηρά των μελών εισαγωγέων καθώς και αγορές για τον σίτο και τα άλλα σιτηρά των μελών εξαγωγέων σε εύλογες και σταθερές τιμές, το Συμβούλιο εξετάζει σε εύθετο χρόνο τη δυνατότητα διαπραγμάτευσης μιας νέας Διεθνούς Συμφωνίας ή Σύμβασης, η οποία θα περιλαμβάνει οικονομικές διατάξεις. Εφ' όσον κριθεί ότι η εν λόγω διαπραγμάτευση μπορεί να έχει επιτυχή κατάληξη, το Συμβούλιο ζητά από το Γενικό Γραμματέα της UNCTAD να συγκαλέσει μία συνδιάσκεψη διαπραγμάτευσης.

ΜΕΡΟΣ III - ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 23
Θεματοφύλακας

(1) Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών θεωρείται στο εξής θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης.

(2) Ο Θεματοφύλακας κοινοποιεί σε όλες τις υπογράφουσες και προσχωρούσες κυβερνήσεις κάθε υπογραφή, κύρωση, αποδοχή, έγκριση, προσωρινή εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης και κάθε προσχώρηση, καθώς και κάθε κοινοποίηση και προειδοποίηση που λαμβάνονται σύμφωνα με τις διατάξεις των άρθρων 29 και 32.

Άρθρο 24
Υπογραφή

Η παρούσα Σύμβαση θα ανοιχθεί στην έδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών από την 1η Μαΐου μέχρι και την 30ή Ιουνίου 1986 για υπογραφή από τις Κυβερνήσεις των χωρών που αναφέρονται στο παράρτημα καθώς και από οποιαδήποτε Κυβέρνηση μέλος της Συνδιάσκεψης των Ηνωμένων Εθνών για το Εμπόριο και την Ανάπτυξη.

Άρθρο 25
Κύρωση, αποδοχή, έγκριση

(1) Η παρούσα Σύμβαση υποβάλλεται για κύρωση, αποδοχή ή έγκριση σε καθεμία υπογράφουσα Κυβέρνηση, σύμφωνα με τις αντίστοιχες συνταγματικές διαδικασίες της.

(2) Τα έγγραφα κύρωσης αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Θεματοφύλακα μέχρι τις 30 Ιουνίου 1986 το αργότερο. Το Συμβούλιο μπορεί εν τούτοις να δώσει μία ή περισσότερες παρατάσεις της προθεσμίας σε οποιαδήποτε υπογράφουσα κυβέρνηση η οποία δεν θα μπορέσει να καταθέσει το εν λόγω έγγραφο μέχρι την ημερομηνία αυτή. Το Συμβούλιο ενημερώνει το Θεματοφύλακα για όλες τις εν λόγω παρατάσεις της προθεσμίας.

Άρθρο 26
Προσωρινή εφαρμογή

Κάθε υπογράφουσα κυβέρνηση καθώς και κάθε άλλη κυβέρνηση που πληροί τους αναγκαίους όρους για την υπογραφή της παρούσας Σύμβασης και της οποίας η αίτηση προσχώρησης έχει εγκριθεί από το Συμβούλιο, μπορεί να καταθέσει στο θεματοφύλακα μία δήλωση προσωρινής εφαρμογής. Κάθε κυβέρνηση η οποία καταθέτει παρόμοια δήλωση εφαρμόζει προσωρινά την παρούσα Σύμβαση και θεωρείται προσωρινά σαν συμβαλλόμενο μέρος.

Άρθρο 27
Προσχώρηση

(1) Κάθε κυβέρνηση η οποία αναφέρεται στο παράρτημα και κάθε κυβέρνηση μέλος της Συνδιάσκεψης των Ηνωμένων Εθνών για το Εμπόριο και την Ανάπτυξη μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση μέχρι και τις 30 Ιουνίου 1986, εκτός εάν το Συμβούλιο δώσει μία ή περισσότερες παρατάσεις της προθεσμίας σε οποιαδήποτε κυβέρνηση η οποία δεν έχει καταθέσει το σχετικό έγγραφο μέχρι την ημερομηνία αυτή.

(2) Μετά τις 30 Ιουνίου 1986, οι κυβερνήσεις όλων των κρατών μπορούν να προσχωρήσουν στην παρούσα Σύμβαση υπό τους όρους που θα κρίνει το Συμβούλιο. Η προσχώρηση θα γίνεται με κατάθεση πράξης προσχώρησης στο θεματοφύλακα. Οι εν λόγω πράξεις προσχώρησης πρέπει να αναφέρουν ότι η κυβέρνηση δέχεται όλους τους όρους που θέτει το Συμβούλιο.

(3) Όπου γίνεται αναφορά, για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης, στα μέλη που αναφέρονται στο παράρτημα, κάθε μέλος του οποίου η κυβέρνηση έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση υπό τους όρους τους οποίους έχει θέσει το Συμβούλιο σύμφωνα με το παρόν άρθρο, θεωρείται ότι συμπεριλαμβάνεται στο παράρτημα.

Άρθρο 28
Έναρξη ισχύος

(1) Η παρούσα Σύμβαση αρχίζει να ισχύει την 1η Ιουλίου 1986, εφ' όσον μέχρι τις 30 Ιουνίου 1986 έχουν κατατεθεί πράξεις κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή δηλώσεις προσωρινής εφαρμογής από κυβερνήσεις που διαθέτουν τουλάχιστον 60% των ψήφων που αναφέρονται στο παράρτημα.

(2) Αν η Σύμβαση αυτή δεν τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, οι κυβερνήσεις οι οποίες έχουν καταθέσει πράξεις κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή δηλώσεις προσωρινής εφαρμογής μπορούν να αποφασίσουν με κοινή συμφωνία ότι η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει μεταξύ τους ή μπορούν να πάρουν οποιαδήποτε άλλη απόφαση που θα την απαιτεί η κατάσταση.

Άρθρο 29
Αποχώρηση

Κάθε μέλος μπορεί να αποχωρήσει από την παρούσα Σύμβαση κατά το τέλος κάθε γεωργικού έτους κοινοποιώντας με έγγραφο την αποχώρησή του στο θεματοφύλακα τουλάχιστον 90 ημέρες πριν από το τέλος του εν λόγω έτους, χωρίς εν τούτοις να απαλλάσσεται από καμία υποχρέωση που απορρέει από τη Σύμβαση και την οποία δεν έχει εκπληρώσει πριν από το τέλος του εν λόγω έτους εσοδείας. Το μέλος αυτό ενημερώνει συγχρόνως το Συμβούλιο για την απόφαση που έλαβε.

Άρθρο 30
Αποκλεισμός

Αν το Συμβούλιο κρίνει ότι ένα μέλος παραβαίνει τις υποχρεώσεις που έχει σύμφωνα με τη Σύμβαση και αποφασίσει επιπλέον ότι η εν λόγω παράβαση παρακωλύει σημαντικά την εφαρμογή της Σύμβασης, μπορεί, με ειδική ψηφοφορία, να αποκλείσει το εν λόγω μέλος από το Συμβούλιο. Το Συμβούλιο κοινοποιεί αμέσως στο θεματοφύλακα την απόφαση αυτή. Ενενήντα μέρες μετά τη λήψη της εν λόγω απόφασης, το μέλος αυτό παύει να είναι μέλος του Συμβουλίου.

Άρθρο 31
Εκκαθάριση λογαριασμών

(1) Το Συμβούλιο προβαίνει, με τους όρους που κρίνει κατάλληλους, στην εκκαθάριση των λογαριασμών ενός μέλους το οποίο αποσύρθηκε από την παρούσα Σύμβαση ή αποκλείσθηκε από το Συμβούλιο ή έπαυσε, κατά οποιοδήποτε άλλο τρόπο, να αποτελεί μέρος της παρούσας Σύμβασης. Το Συμβούλιο κρατά τα ποσά που έχει ήδη καταβάλει το εν λόγω μέλος. Το εν λόγω μέλος είναι υποχρεωμένο να καταβάλει τα ποσά τα οποία οφείλει στο Συμβούλιο.

(2) Κατά τη λήξη της παρούσας Σύμβασης, κάθε μέλος το οποίο βρίσκεται στη θέση που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου δεν δικαιούται να συμμετέχει στο προϊόν της εκκαθάρισης ούτε στα άλλα περιουσιακά στοιχεία του Συμβουλίου δεν μπορεί επίσης να επιβαρυνθεί με κανένα μέρος του παθητικού του Συμβουλίου.

Άρθρο 32
Τροπολογία

(1) Το Συμβούλιο μπορεί, με ειδική ψηφοφορία, να συστήσει στα μέλη μια τροπολογία της παρούσας Σύμβασης. Η τροπολογία θα αρχίσει να ισχύει 100 μέρες μετά την κοινοποίηση της αποδοχής της στο θεματοφύλακα από τα μέλη εξαγωγείς τα οποία κατέχουν δύο τρίτα των ψήφων των μελών εξαγωγέων και από τα μέλη εισαγωγείς τα οποία κατέχουν δύο τρίτα των ψήφων των μελών εισαγωγέων, ή αργότερα εφ' όσον λάβει το Συμβούλιο σχετική απόφαση με ειδική ψηφορορία. Το Συμβούλιο μπορεί να θέσει στα μέλη προθεσμία για να κοινοποιήσουν στο θεματοφύλακα την αποδοχή της τροπολογίας και, εάν η τροπολογία δεν αρχίσει να ισχύει μέχρι την εκπνοή της προθεσμίας αυτής, θεωρείται ότι αποσύρεται. Το Συμβούλιο παρέχει στο θεματοφύλακα τις αναγκαίες πληροφορίες προκειμένου να αποφανθεί αν ο αριθμός των κοινοποιήσεων αποδοχής που έχουν ληφθεί είναι αρκετός ώστε να αρχίσει να ισχύει η τροπολογία.

(2) Κάθε μέλος το οποίο δεν κοινοποίησε αποδοχή μιας τροπολογίας μέχρι την ημερομηνία κατά την οποία αυτή αρχίζει να ισχύει, παύει από την εν λόγω ημερομηνία να αποτελεί μέρος της παρούσας Σύμβασης εκτός εάν το εν λόγω μέλος αποδείξει στο Συμβούλιο ότι δεν μπόρεσε να κάνει αποδεκτή την τροπολογία εγκαίρως λόγω δυσκολιών που συνάντησε κατά την τήρηση των συνταγματικών διαδικασιών του και το Συμβούλιο αποφασίσει την παράταση της προθεσμίας αποδοχής για το μέλος αυτό.

Το εν λόγω μέλος δεν δεσμεύεται από την τροπολογία προτού κοινοποιήσει την αποδοχή του.

Άρθρο 33
Διάρκεια, παράταση και λήξη της Σύμβασης

(1) Η παρούσα Σύμβαση παραμένει σε ισχύ μέχρι τις 30 Ιουνίου 1991, εφ' όσον δεν παραταθεί η ισχύς της σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου ή δεν λήξει νωρίτερα σύμφωνα με την παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου ή δεν αντικατασταθεί πριν από την ημερομηνία αυτή με νέα συμφωνία ή σύμβαση της οποίας η διαπραγμάτευση θα έχει γίνει βάσει του άρθρου 22.

(2) Το Συμβούλιο μπορεί, με ειδική ψηφοφορία, να παρατείνει την ισχύ της Σύμβασης, μετά τις 30 Ιουνίου 1991 για διαδοχικές περιόδους οι οποίες δεν υπερβαίνουν τα δύο έτη κάθε φορά. Κάθε μέλος το οποίο δεν δέχεται την εν λόγω παράταση της Σύμβασης ενημερώνει σχετικά το Συμβούλιο και παύει να είναι μέρος της Σύμβασης από την έναρξη της περιόδου παράτασης.

(3) Το Συμβούλιο μπορεί ανά πάσα στιγμή να αποφασίσει, με ειδική ψηφοφορία, τη λήξη της ισχύος της παρούσας Σύμβασης κατά το χρόνο και με τους όρους που κρίνει σκόπιμο.

(4) Κατά τη λήξη της παρούσας Σύμβασης, το Συμβούλιο εξακολουθεί να υφίσταται για όσο χρόνο απαιτείται για την ολοκλήρωση της εκκαθάρισης, διαθέτει δε όσες εξουσίες και ασκεί όσα καθήκοντα είναι αναγκαία για το σκοπό αυτόν.

(5) Το Συμβούλιο κοινοποιεί στο θεματοφύλακα κάθε απόφαση η οποία λαμβάνεται βάσει της παραγράφου 2 ή της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 34
Σχέση μεταξύ του Προοιμίου και της Σύμβασης

Η παρούσα Σύμβαση συμπεριλαμβάνει το Προοίμιο της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου του 1986.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οι υπογράφοντες, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν από τις κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση κατά τις ημερομηνίες οι οποίες αναγράφονται έναντι των υπογραφών τους.

ΕΓΙΝΕ στο Λονδίνο, στις δεκατέσσερις Μαρτίου χίλια εννιακόσια ογδόντα έξι τα κείμενα της παρούσας Σύμβασης στην αγγλική, γαλλική, ρωσική και ισπανική γλώσσα είναι εξίσου αυθεντικά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΨΗΦΟΙ ΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΣΥΜΦΩΝΑ ΜΕ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 11

Νότια Αφρική	11
Αλγερία	14
Σαουδική Αραβία	12
Αργεντινή	88
Αυστραλία	129
Αυστρία	1
Μπαρμπάντος	1
Βολιβία	5
Βραζιλία	70
Καναδάς	286
Πόλη του Βατικανού	1
Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα	424
Κόστα Ρίκα	3
Κούβα	2
Ελ Σαλβαδόρ	2
Ισημερινός	3
Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής	311
Φινλανδία	2
Γκάνα	2
Γουατεμάλα	3
Ινδία	39
Ιράν	2
Ιράκ	5
Ισραήλ	5
Λιβυκή Αραβική Τζαμαϊρία	5
Ιαπωνία	185
Κένυα	4
Λίβανος	10
Μάλτα	2
Μαρόκο	10
Μαυρίκιος	2
Νιγηρία	8
Νορβηγία	15
Πακιστάν	18
Παναμάς	2
Περού	19
Αραβική Δημοκρατία της Αιγύπτου	71
Αραβική Δημοκρατία της Συρίας	5
Αραβική Δημοκρατία της Υεμένης	2
Δημοκρατία της Κορέας	20
Δομινικανή Δημοκρατία	1
Σουηδία	10
Ελβετία	18
Τρινιτά και Τομπάγκο	4
Τυνησία	5
Τουρκία	4
Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών	129
Βενεζουέλα	30
	2.000

ΣΥΜΒΑΣΗ ΕΠΙΣΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΒΟΗΘΕΙΑΣ 1986

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟ - ΑΝΤΙΚΕΙΜΕΝΟ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρο I
Αντικείμενο

Αντικείμενο της παρούσας σύμβασης είναι να διασφαλιστεί με κοινή προσπάθεια της διεθνούς κοινότητας, η πραγματοποίηση του στόχου που καθόρισε η Παγκόσμια Διάσκεψη Επισιτισμού και ο οποίος είναι η παροχή 10 εκατομμυρίων τόννων επισιτιστικής βοήθειας ετησίως σε αναπτυσσόμενες χώρες με μορφή δημητριακών κατάλληλων για ανθρώπινη κατανάλωση, κατά τον τρόπο που καθορίζεται στις διατάξεις της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο II
Ορισμοί

(1) Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης:

(α) "Επιτροπή" είναι η επιτροπή επισιτιστικής βοήθειας στην οποία αναφέρεται το άρθρο IX.

(β) "Μέλος" σημαίνει ένα Συμβαλλόμενο μέρος της παρούσας σύμβασης.

(γ) "Εκτελεστικός Διευθυντής" είναι ο εκτελεστικός διευθυντής του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου.

(δ) "Γραμματεία" είναι η γραμματεία του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου.

(ε) με τον όρο σιτηρό ή σιτηρά νοούνται το σιτάρι, το κριθάρι, το καλαμπόκι, το κεχρί, η βρώμη,η σίκαλη, το σόργο και το ρύζι, καθώς και οποιοδήποτε άλλο είδος δημητριακού κατάλληλο για ανθρώπινη κατανάλωση, σχετικά με το οποίο θα αποφασίζει η επιτροπή, ή τα προϊόντα που προέρχονται από τα δημητριακά αυτά, συμπεριλαμβανομένων και των προϊόντων που λαμβάνονται από δεύτερη μεταποίηση όπως ορίζονται στον εσωτερικό κανονισμό, με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1 του άρθρου III.

(στ) Η συντομογραφία "FOB" σημαίνει "ελεύθερο επί του καταστρώματος" ("FREE ON BOARD").

(ζ) "CIF" σημαίνει κόστος, ασφάλιση και ναύλος (COST, INSURANCE, FREIGHT).

(η) Ο όρος "τόννος" σημαίνει 1000 χιλιόγραμμα.

(θ) Ο όρος "έτος" αναφέρεται, εάν δεν υπάρχει αντίθετη ένδειξη, στην περίοδο από 1 Ιουλίου έως 30 Ιουνίου.

(2) Κάθε μνεία των όρων "κυβέρνηση" ή "κυβερνήσεις" στην παρούσα Σύμβαση θεωρείται ότι καλύπτει και την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα (που στο εξής καλείται Ε.Ο.Κ.). Κατά συνέπεια, κάθε μνεία στην παρούσα σύμβαση των όρων "υπογραφή" ή "κατάθεση εγγράφων κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης" ή "έγγραφο προσχώρησης" ή "δήλωση προσωρινής εφαρμογής" από μία κυβέρνηση, θεωρείται στην περίπτωση της Ε.Ο.Κ., ότι περιλαμβάνει την υπογραφή ή δήλωση προσωρινής εφαρμογής εξ ονόματος της Ε.Ο.Κ. από την αρμόδια αρχή της, καθώς και την κατάθεση των εγγράφων που απαιτούνται σύμφωνα με τη θεσμική διαδικασία της Ε.Ο.Κ. για τη σύναψη διεθνούς συμφωνίας.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ - ΚΥΡΙΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο III
Συνεισφορές των μελών

(1) Τα μέλη της παρούσας Σύμβασης συμφωνούν να χορηγούν ως επισιτιστική βοήθεια σε αναπτυσσόμενες χώρες σιτηρά, όπως αυτά ορίζονται στο άρθρο II, παράγραφος 1 εδάφιο ε, κατάλληλα για ανθρώπινη κατανάλωση και αποδεκτού τύπου και ποιότητας ή το ισοδύναμό τους σε χρήμα, στα ελάχιστα ετήσια ποσά που καθορίζονται κατωτέρω στην παράγραφο 3.

(2) Τα μέλη συνεισφέρουν κατά το δυνατό βάσει προγραμματισμού, ώστε οι δικαιούχες χώρες να μπορούν να λαμβάνουν υπόψη στα αναπτυξιακά τους προγράμματα την πιθανή επισιτιστική βοήθεια που θα λαμβάνουν κάθε έτος

ισχύος της παρούσας Σύμβασης. Επιπλέον τα μέλη θα πρέπει στο μέτρο του δυνατού, να προσδιορίζουν το ύψος των συνεισφορών τους που θα καταβάλλουν με μορφή δωρεάς, καθώς και το στοιχείο δωρεάς οποιασδήποτε βοήθειας που δεν θα χορηγείται με τη μορφή δωρεάς.

(3) Η ελάχιστη ετήσια συνεισφορά σε ισοδύναμο σίτου κάθε μέλους, για την πραγματοποίηση του στόχου που αναφέρεται στο άρθρο 1 είναι η ακόλουθη:

Μέλος	Τόννοι
Αργεντινή	35,000
Αυστραλία	400,000
Αυστρία	20,000
Καναδάς	600,000
Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα και κράτη μέλη	1,670,000
Φινλανδία	25,000
Ιαπωνία	300,000
Νορβηγία	30,000
Σουηδία	40,000
Ελβετία	27,000
Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής	4,470,000

(4) Για τους σκοπούς εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης, κάθε μέλος που προσχωρεί στην εν λόγω Σύμβαση σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου XX θα θεωρείται ότι περιλαμβάνεται στον κατάλογο της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου με την ελάχιστη συνεισφορά που θα του έχει ορισθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου XX.

(5) Σε περίπτωση αδυναμίας ενός μέλους κατά τη διάρκεια κάποιου έτους, να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις που ανέλαβε δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, οι υποχρεώσεις του μέλους αυτού αυξάνονται για το επόμενο έτος κατά το υπόλοιπο των υποχρεώσεών του από το προηγούμενο έτος.

(6) Οι συνεισφορές σε σιτηρά διατίθενται FOB από τα μέλη. Ωστόσο οι δωρητές ενθαρρύνονται, όποτε κρίνεται σκόπιμο, να αναλαμβάνουν τις δαπάνες μεταφοράς των συνεισφορών τους σε σιτηρά δυνάμει της παρούσας Σύμβασης πέρα από το στάδιο FOB, ιδίως σε κρίσιμες καταστάσεις ή όταν η δικαιούχος χώρα έχει χαμηλό εισόδημα και επισιτιστικό έλλειμμα. Κατά τον απολογισμό της εκτέλεσης των υποχρεώσεων των μελών, γίνεται μνεία των δαπανών αυτών μεταφοράς που πραγματοποιούν τα μέλη δυνάμει της παρούσας Σύμβασης.

(7) Οι αγορές σιτηρών που προβλέπονται στην παράγραφο 1 εδάφιο α) του άρθρου IV θα πραγματοποιούνται από μέλη της Σύμβασης Επισιτιστικής βοήθειας 1986 και της ισχύουσας Σύμβασης Εμπορίας Σίτου· προτεραιότητα θα δίδεται στα αναπτυσσόμενα κράτη-μέλη και των δύο συμβάσεων, με στόχο τη διευκόλυνση των εξαγωγών ή των μεταποιητικών δραστηριοτήτων των μελών αυτών. Ο γενικός στόχος του τρόπου διεξαγωγής των αγορών είναι να πραγματοποιούνται οι αγορές αυτές κατά το μεγαλύτερο μέρος από τις αναπτυσσόμενες χώρες, ιδίως από τα αναπτυσσόμενα κράτη μέλη της Σύμβασης Επισιτιστικής Βοήθειας. Ωστόσο οι διατάξεις αυτές δεν αποκλείουν την αγορά σιτηρών από αναπτυσσόμενες χώρες που δεν είναι μέλη της παρούσας Σύμβασης Εμπορίας Σίτου. Σε όλες τις αγορές που γίνονται σύμφωνα με την παρούσα παράγραφο, δίδεται ιδιαίτερη σημασία στην ποιότητα, στα πλεονεκτήματα όσον αφορά την τιμή CIF, στις δυνατότητες γρήγορης παράδοσης στη δικαιούχο χώρα καθώς και στις ειδικές ανάγκες των δικαιούχων χωρών. Οι χρηματικές συνεισφορές κατά κανόνα δεν θα χρησιμοποιούνται για να αγορασθούν από μία χώρα σιτηρά του ίδιου τύπου με αυτά που η χώρα αυτή έχει λάβει ως διμερή ή πολυμερή επισιτιστική βοήθεια κατά τη διάρκεια του ίδιου έτους ή κατά τα προηγούμενα έτη, αν τα σιτηρά που χορηγήθηκαν κατ' αυτόν τον τρόπο δεν έχουν ακόμα εξαντληθεί.

Άρθρο IV
Τρόποι χορήγησης επισιτιστικής βοήθειας

Η επισιτιστική βοήθεια δυνάμει της παρούσας Σύμβασης μπορεί να χορηγείται με έναν από τους ακόλουθους τρόπους:

(α) δωρεές σιτηρών ή χρηματικές δωρεές για την αγορά σιτηρών υπέρ της δικαιούχου χώρας·

(β) πωλήσεις σε νόμισμα της δικαιούχου χώρας μη μεταφερόμενο ούτε μετατρέψιμο σε συνάλλαγμα ή σε εμπορεύματα και υπηρεσίες που να μπορούν να χρησιμοποιηθούν από το δωρητή·(1)

(γ) Πωλήσεις με πίστωση·η πληρωμή θα πρέπει να πραγματοποιείται σε λογικές ετήσιες δόσεις, κατανεμημένες σε 20 ή περισσότερα έτη και με επιτόκιο χαμηλότερο των εμπορικών επιτοκίων που ισχύουν στις διεθνείς αγορές (2)

Εννοείται ότι η βοήθεια αυτή θα χορηγείται, εφ' όσον είναι δυνατόν, με μορφή δωρεών, ιδίως στη περίπτωση των λιγότερο αναπτυγμένων χωρών, των χωρών με χαμηλό κατά κεφαλήν εισόδημα καθώς και άλλων αναπτυσσόμενων χωρών που αντιμετωπίζουν σοβαρές οικονομικές δυσκολίες.

Άρθρο V
Διάθεση των συνεισφορών

(1) Τα μέλη μπορούν, για τις συνεισφορές τους δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, να προσδιορίζουν μία ή περισσότερες δικαιούχες χώρες.

(2) Τα μέλη μπορούν να πραγματοποιούν τις συνεισφορές τους διμερώς ή μέσω διακυβερνητικών οργανισμών και ή μη κυβερνητικών οργανώσεων.

(3) Τα μέλη θα λάβουν πλήρως υπόψη τα πλεονεκτήματα της διάθεσης μεγαλύτερου ποσοστού της επισιτιστικής βοήθειας μέσω πολυμερών δικτύων, ιδίως μέσω του παγκόσμιου επισιτιστικού προγράμματος.

Άρθρο VI
Ισοδύναμα σίτου

(1) Η Επιτροπή θα θεσπίσει στον Εσωτερικό Κανονισμό κανόνες για την εκτίμηση της συνεισφοράς ενός μέλους, η οποία έχει χορηγηθεί σε σιτηρά, εξαιρουμένου του σίτου, ή σε παράγωγα σιτηρών, αφού ενδεχομένως ληφθεί υπόψη η περιεκτικότητα των προϊόντων αυτών σε σιτηρά και η εμπορική αξία του σιτηρού ή του προϊόντος σε σχέση με

---

(1) Σε εξαιρετικές περιπτώσεις μπορεί να χορηγείται απαλλαγή έως 10% το πολύ. Εν τούτοις ο περιορισμός αυτός μπορεί να μην ισχύει για συναλλαγές που προορίζονται για την επέκταση των δραστηριοτήτων οικονομικής ανάπτυξης στη δικαιούχο χώρα, με την προϋπόθεση ότι το νόμισμα της δικαιούχου χώρας δεν μεταφέρεται ούτε μετατρέπεται πριν από την παρέλευση τουλάχιστον 10 ετών.

(2) Η συμφωνία για την πώληση με πίστωση μπορεί να προβλέπει την καταβολή μέχρι 15% του συνόλου κατά την παράδοση των δημητριακών.

το σιτάρι.

(2) Για την εκτίμηση της συνεισφοράς ενός μέλους, τα ποσά που διατίθενται σε χρήμα για την αγορά σιτηρών θα εκτιμώνται σύμφωνα με τις ισχύουσες τιμές του σίτου στη διεθνή αγορά. Για τους σκοπούς της παρούσας παραγράφου, η Επιτροπή καθορίζει κάθε χρόνο την ισχύουσα τιμή στη διεθνή αγορά για το επόμενο έτος με βάση τη μέση μηνιαία τιμή του σίτου κατά το προηγούμενο ημερολογιακό έτος. Η Επιτροπή θα θεσπίσει διαδικαστικό κανόνα για τον προσδιορισμό της μέσης μηνιαίας τιμής του σίτου.

(3) Κατά τον προσδιορισμό της ισχύουσας τιμής στη διεθνή αγορά σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, η Επιτροπή θα λαμβάνει υπόψη κάθε σημαντική αύξηση ή μείωση της μέσης ετήσιας τιμής. Σημαντική αύξηση ή μείωση θεωρείται ότι έχει γίνει όταν η μέση ετήσια τιμή, που προβλέπεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, αυξάνεται ή μειώνεται κατά περισσότερο από 20% σε σχέση με το προηγούμενο ημερολογιακό έτος. Στην περίπτωση αυτήν, η ισχύουσα τιμή της διεθνούς αγοράς που χρησιμοποιείται για την αποτίμηση της συνεισφοράς ενός μέλους δεν πρέπει να είναι πάνω από 20% υψηλότερη ή χαμηλότερη από την τιμή του προηγούμενου έτους.

Άρθρο VII
Επιπτώσεις στο εμπόριο και τη γεωργική παραγωγή και διεξαγωγή των συναλλαγών επισιτιστικής βοήθειας

(1) Οι συναλλαγές επισιτιστικής βοήθειας που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση θα γίνονται σύμφωνα με τις ισχύουσες αρχές και κατευθυντήριες οδηγίες για τη Διάθεση Πλεονασμάτων του Οργανισμού Τροφίμων και Γεωργίας (F.A.O.).

Τα μέλη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να πραγματοποιούν τις, κατά την παρούσα Σύμβαση, συναλλαγές επισιτιστικής βοήθειας με τρόπο που να αποφεύγονται ζημιογόνες επεμβάσεις στην κανονική ροή της παραγωγής και του διεθνούς εμπορίου.

(2) Τα μέλη θα συμμορφώνονται, όταν κρίνεται αναγκαίο, με τις κατευθυντήριες οδηγίες και τα κριτήρια για την επισιτιστική βοήθεια που έχουν εγκριθεί από την Επιτροπή πολιτικών και προγραμμάτων επισιτιστικής βοήθειας του Παγκόσμιου Επισιτιστικού Προγράμματος.

Άρθρο VIII
Ειδική διάταξη για τις περιπτώσεις έκτακτης ανάγκης

Εάν, κατά τη διάρκεια οποιουδήποτε έτους παρουσιαστεί σημαντικό έλλειμμα στην παραγωγή σιτηρών σε αναπτυσσόμενες χώρες χαμηλού εισοδήματος μιας ή περισσότερων περιοχών, ο Πρόεδρος της Επιτροπής, αφού λάβει υπόψη τις πληροφορίες που παρέχει ο Εκτελεστικός Διευθυντής, μπορεί να συγκαλέσει συνεδρίαση της Επιτροπής για να εξετασθεί η σοβαρότητα του ελλείμματος της παραγωγής. Η Επιτροπή μπορεί να προτείνει στα μέλη να ανταποκριθούν στην κατάσταση με το να αυξήσουν τη διαθέσιμη επισιτιστική βοήθεια.

Άρθρο IX
Επιτροπή Επισιτιστικής Βοήθειας

Συνιστάται Επιτροπή Επισιτιστικής Βοήθειας της οποίας τα μέλη θα προέρχονται από όλα τα μέρη της παρούσας Σύμβασης. Η Επιτροπή ορίζει έναν πρόεδρο και έναν αντιπρόεδρο.

Άρθρο X
Αρμοδιότητες και καθήκοντα της Επιτροπής

(1) Η Επιτροπή:

(α) δέχεται τακτικά από τα μέλη και τα μέλη της υποβάλλουν εκθέσεις σχετικά με το ποσό, το περιεχόμενο, τον τρόπο διάθεσης και τους όρους της συνεισφοράς που καταβάλλουν δυνάμει της παρούσας Σύμβασης·

(β) παρακολουθεί τις αγορές σιτηρών που χρηματοδοτούνται από συνεισφορές σε είδος, ιδίως τις αγορές σιτηρών που πραγματοποιούνται σε χώρες σύμφωνα με την παράγραφο 7 του άρθρου III·

(γ) εξετάζει τους τρόπους εκπλήρωσης των υποχρεώσεων που έχουν αναληφθεί σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση·

(δ) οργανώνει τακτική ανταλλαγή πληροφοριών σχετικά με τη λειτουργία των διατάξεων επισιτιστικής βοήθειας που θεσπίζονται από την παρούσα Σύμβαση.

(2) (α) Η Επιτροπή ζητάει από τις Γραμματείες του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου και των άλλων σχετικών οργανισμών, τις απαραίτητες πληροφορίες ώστε τα κράτη μέλη να εκπληρώνουν κατά τον πλέον αποτελεσματικό τρόπο τις υποχρεώσεις τους.

Κυρίως, οι πληροφορίες αυτές θα αφορούν:

(ι) λεπτομέρειες σχετικά με την παραγωγή και τις ανάγκες σε εισαγωγές των αναπτυσσόμενων χωρών με χαμηλό εισόδημα, οι οποίες απαιτούνται για την εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου VIII·

(ιι) τις δυνατότητες χρησιμοποίησης των πλεονασμάτων σιτηρών που τυχόν υπάρχουν στις αναπτυσσόμενες χώρες για πραγματοποίηση συναλλαγών σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 7 του άρθρου III και·

(ιιι) τις επιπτώσεις που ενδεχομένως προκαλεί η επισιτιστική βοήθεια στην παραγωγή και κατανάλωση σιτηρών στις δικαιούχες χώρες.

(β) Η Επιτροπή μπορεί επίσης να λαμβάνει πληροφορίες από τις δικαιούχες χώρες και να διαβουλεύεται με αυτές.

(3) Η Επιτροπή θα εκπονεί εκθέσεις όταν αυτό είναι αναγκαίο.

(4) Η Επιτροπή θεσπίζει εκείνους τους κανόνες διαδικασίας που είναι απαραίτητοι για την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης.

(5) Εκτός από τις αρμοδιότητες και τα καθήκοντα που αναφέρονται ρητά στο παρόν άρθρο, η Επιτροπή ασκεί τις αρμοδιότητες και τα καθήκοντα που είναι αναγκαία για την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο XI
Έδρα, σύνοδοι και απαρτία

(1) Έδρα της Επιτροπής είναι το Λονδίνο.

(2) Η Επιτροπή συνεδριάζει τουλάχιστο δύο φορές το χρόνο επ' ευκαιρία των καταστατικών συνεδριάσεων του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου. Η Επιτροπή συνεδριάζει επίσης όποτε το αποφασίσει ο πρόεδρος ή μετά αίτηση τριών μελών ή εφ' όσον το απαιτούν οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

(3) Για την ύπαρξη απαρτίας σε κάθε σύνοδο απαιτείται η παρουσία των δύο τρίτων των μελών της Επιτροπής.

Άρθρο XII
Αποφάσεις

Οι αποφάσεις της Επιτροπής λαμβάνονται με κοινή συναίνεση (CONSENSUS).

Άρθρο XIII
Παρατηρητές

Η Επιτροπή μπορεί, όταν συντρέχει λόγος, να προσκαλεί αντιπροσώπους από άλλους διεθνείς οργανισμούς, των οποίων μέλη μπορούν να είναι μόνο οι κυβερνησεις των κρατών μελών του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή των εξειδικευμένων Οργανισμών του, για να συμμετέχουν στις ανοικτές συνόδους αυτής ως παρατηρητές.

Άρθρο XIV
Διοικητικές διατάξεις

Η Επιτροπή χρησιμοποιεί τις υπηρεσίες της Γραμματείας για την εκτέλεση των διοικητικών καθηκόντων, που ενδέχεται να ζητήσει η εν λόγω Επιτροπή ιδίως όσον αφορά την παραγωγή και διανομή των εγγράφων και των εκθέσεων.

Άρθρο XV
Παραβάσεις υποχρεώσεων και διαφορές

Σε περίπτωση διαφοράς σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης ή σε περίπτωση αθέτησης υποχρεώσεων που έχουν αναληφθεί στα πλαίσια της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή συνέρχεται για να αποφασίσει τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟ - ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο XVI
Θεματοφύλακας

Θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης ορίζεται ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο XVII
Υπογραφή

Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει ανοιχτή στην έδρα των Ηνωμένων Εθνών από την 1η Μαΐου 1986 έως και τις 30 Ιουνίου 1986 προκειμένου να την υπογράψουν οι κυβερνήσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του άρθρου III.

Άρθρο XVIII
Κύρωση, αποδοχή ή έγκριση

Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται στην κύρωση, αποδοχή ή έγκριση κάθε κυβέρνησης που την υπογράφει σύμφωνα με τις συνταγματικές διαδικασίες της. Τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται στο θεματοφύλακα το αργότερο μέχρι τις 30 Ιουνίου 1986, εκτός εάν η Επιτροπή παρατείνει μία ή περισσότερες φορές την προθεσμία για κάθε υπογράφουσα κυβέρνηση που δεν έχει καταθέσει τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης μέχρι αυτήν την ημερομηνία.

Άρθρο XIX
Προσωρινή εφαρμογή

Κάθε υπογράφουσα κυβέρνηση μπορεί να καταθέσει στο θεματοφύλακα δήλωση προσωρινής εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης. Εφαρμόζει προσωρινά την παρούσα Σύμβαση και θεωρείται προσωρινά ότι αποτελεί μέρος της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο XX
Προσχώρηση

(1) Η παρούσα Σύμβαση παραμένει ανοιχτή στην προσχώρηση κάθε κυβέρνησης που αναφέρεται στην παράγραφο 3 του άρθρου III και η οποία δεν έχει υπογράψει την παρούσα Σύμβαση. Τα έγγραφα προσχώρησης θα κατατίθενται στο θεματοφύλακα το αργότερο μέχρι τις 30 Ιουνίου 1986, εκτός εάν η Επιτροπή παρατείνει μία ή περισσότερες φορές την προθεσμία για κάθε κυβέρνηση που δεν έχει καταθέσει τα έγγραφα προσχώρησής της μέχρι την ημερομηνία αυτή.

(2) Όταν η παρούσα Σύμβαση αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το άρθρο XXI, θα παραμένει ανοιχτή για την προσχώρηση κάθε άλλης κυβέρνησης, εκτός από αυτές που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του άρθρου III, με τους όρους που θα κρίνει κατάλληλους η Επιτροπή. Τα έγγραφα προσχώρησης θα κατατίθενται στο θεματοφύλακα.

(3) Κάθε κυβέρνηση που προσχωρεί στην παρούσα Σύμβαση σύμφωνα με την παράγραφο 1 ή 2 του παρόντος άρθρου, μπορεί να καταθέσει στο θεματοφύλακα δήλωση προσωρινής εφαρμογής της Σύμβασης εν αναμονή της κατάθεσης των εγγράφων προσχώρησης. Εφαρμόζει προσωρινά την παρούσα Σύμβαση και θεωρείται προσωρινά ότι αποτελεί μέρος της.

Άρθρο XXI
Θέση σε ισχύ
(Έναρξη ισχύος)

(1) Η παρούσα Σύμβαση αρχίζει να ισχύει την 1η Ιουλίου 1986, εάν μέχρι τις 30 Ιουνίου 1986 οι κυβερνήσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του άρθρου III έχουν καταθέσει τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή δηλώσεις προσωρινής εφαρμογής και με την επιφύλαξη ότι ισχύει η Σύμβαση Εμπορίας Σίτου 1986.

(2) Εάν η παρούσα Σύμβαση δεν αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, οι κυβερνήσεις που θα έχουν καταθέσει έγγραφα κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή δηλώσεις προσωρινής εφαρμογής της μπορούν να αποφασίσουν ομόφωνα ότι θα αρχίσει να ισχύει μεταξύ τους, με την επιφύλαξη ότι θα ισχύει η Σύμβαση Εμπορίας Σίτου 1986, ή μπορούν να λάβουν οποιαδήποτε άλλη απόφαση κρίνουν αναγκαία στις υπάρχουσες συνθήκες.

Άρθρο XXII
Διάρκεια, παράταση και λήξη

(1) Η παρούσα σύμβαση ισχύει μέχρι και τις 30 Ιουνίου 1989, εκτός εάν παραταθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου ή λήξει νωρίτερα σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου, με την επιφύλαξη ότι η Σύμβαση Εμπορίας Σίτου

του 1986 ή μια νέα σύμβαση που θα την αντικαθιστά εξακολουθεί να ισχύει μέχρι και την ημερομηνία αυτήν.

(2) Η Επιτροπή μπορεί να παρατείνει την παρούσα Σύμβαση πέρα από τις 30 Ιουνίου 1989 για διαδοχικές περιόδους έως δύο ετών, με την επιφύλαξη ότι η Σύμβαση Εμπορίας Σίτου του 1986 ή μια νέα σύμβαση που θα την αντικαθιστά, εξακολουθεί να ισχύει κατά την περίοδο παράτασης.

(3) Εάν η παρούσα Σύμβαση παραταθεί σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, τα μέλη μπορούν να αναθεωρούν τις ετήσιες συνεισφορές των μελών που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του άρθρου III, πριν αρχίσει να ισχύει η κάθε παράταση. Μετά την αναθεώρηση, οι υποχρεώσεις κάθε μέλους παραμένουν οι ίδιες για όλη τη διάρκεια της παράτασης.

(4) Στην περίπτωση λήξης της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή εξακολουθεί να υφίσταται για όσο χρόνο είναι αναγκαίος για την πραγματοποίηση της εκκαθάρισης, έχει δε τις εξουσίες και ασκεί τα καθήκοντα που είναι αναγκαία για το σκοπό αυτόν.

Άρθρο XXIII
Αποχώρηση και επανένταξη

(1) Κάθε μέλος μπορεί να αποχωρήσει από την παρούσα Σύμβαση στο τέλος οποιουδήποτε έτους με γραπτή γνωστοποίηση της αποχώρησής του στο θεματοφύλακα, τουλάχιστον ενενήντα ημέρες πριν από το τέλος του έτους αυτού, αλλά δεν απαλλάσσεται από τις υποχρεώσεις που ανέλαβε δυνάμει της παρούσας Σύμβασης και τις οποίες δεν έχει εκπληρώσει μέχρι το τέλος του έτους αυτού. Το μέλος ενημερώνει συγχρόνως την Επιτροπή σχετικά με την απόφασή του.

(2) Κάθε μέλος που αποχωρεί από την παρούσα Σύμβαση μπορεί στη συνέχεια να επαναπροσχωρήσει, αφού κοινοποιήσει την απόφασή του στην Επιτροπή. Όρος για την επανένταξη στη σύμβαση είναι ότι το μέλος θα υποχρεούται στην εξόφληση όλων των ετήσιων υποχρεώσεών του από το έτος κατά το οποίο πραγματοποιείται η επανένταξη.

Άρθρο XXIV
Σχέση μεταξύ της παρούσας σύμβασης και της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου 1986

Η παρούσα Σύμβαση αντικαθιστά τη σύμβαση του 1980 για την επισιτιστική βοήθεια, όπως αυτή παρατάθηκε και αποτελεί ένα από τα συστατικά έγγραφα της Διεθνούς Συμφωνίας Σίτου του 1986.

Άρθρο XXV
Κοινοποίηση από το θεματοφύλακα

Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών, ως θεματοφύλακας, κοινοποιεί σε όλες τις υπογράφουσες και προσχωρούσες κυβερνήσεις κάθε υπογραφή, κύρωση, αποδοχή, έγκριση, προσωρινή και προσχώρηση στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο XXVI
Αυθεντικά κείμενα

Τα κείμενα της παρούσας Σύμβασης στην αγγλική, γαλλική, ρωσική, και ισπανική γλώσσα είναι εξίσου αυθεντικά.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οι υπογράφοντες, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν από τις αντίστοιχες κυβερνήσεις ή αρχές τους, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση κατά τις ημερομηνίες που αναγράφονται έναντι των υπογραφών τους.

Λονδίνο, 13 Μαρτίου χίλια εννιακόσια ογδόντα έξι.

Άρθρο δεύτερο

1. Οι δαπάνες για την ετήσια εισφορά της Ελλάδας στο Διεθνές Συμβούλιο Σίτου καλύπτονται από τον προϋπολογισμό της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας.

2. Οι δαπάνες για την παροχή της ετήσιας Επισιτιστικής Βοήθειας που χορηγεί η Ελλάδα σε αναπτυσσόμενες χώρες στα πλαίσια της Σύμβασης Επισιτιστικής Βοήθειας 1986 βαρύνουν τον προϋπολογισμό του Υπουργείου Οικονομικών.

3. Οι δαπάνες συμμετοχής αντιπροσώπων στις Συνόδους και Επιτροπές του Διεθνούς Συμβουλίου Σίτου και στις Συνόδους της Επιτροπής Επισιτιστικής Βοήθειας καλύπτονται, κατά περίπτωση, από τους προϋπολογισμούς των αρμόδιων Υπουργείων (Εθνικής Οικονομίας, Γεωργίας και Εμπορίου).

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από την ημερομηνία δημοσιεύσεως στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, των δε Συμβάσεων κατά τα προβλεπόμενα στα κείμενα αυτών (Σύμβαση Εμπορίας Σίτου 1986 άρθρο 28 και Σύμβαση Επισιτιστικής Βοήθειας 1986 άρθρο XXI).

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ**	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ **ΕΥΘ. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ**
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ **ΙΩ. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ**	**ΓΕΩΡΓΙΑΣ** **ΣΩΤ. ΧΑΤΖΗΓΑΚΗΣ**

ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΑΝ. ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1993 (2)

Κύρωση Συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Χασεμιτικού Βασιλείου της Ιορδανίας, για συνεργασία στον τομέα του Τουρισμού.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παράγρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία που υπογράφηκε

στην Αθήνα στις 2 Ιουνίου 1987 μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Χασεμιτικού Βασιλείου της Ιορδανίας για συνεργασία στον τομέα του Τουρισμού, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στην αγγλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

AGREEMENT

Between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan on cooperation in the field of Tourism

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan, recognising the socio-cultural and economic dynamics of tourism as an excellent instrument for promoting mutual understanding, goodwill and close relations between people, desirous to develop a closer and fruitful bilat eral cooperation in the field of Tourism, to the benefit of both countries, agree as follows:

ARTICLE 1

The contracting parties will take all the necessary measures to promote tourism and to increase touristic exchanges between the two countries as well as to encourage the flow of tourists from other countries to both sides.

To this end, both parties will give special attention to cooperation in the field of communications, to joint touristic promotion, to the field of training-including hotel training, training in handicrafts and vocational training etc- and to the exchange of information on experience gained in the field of tourism.

ARTICLE 2

The two contracting parties will examine the possibilities of facilitating and of promoting the flow of tourists between the two countries, within the framework of their respective laws and regulations.

ARTICLE 3

With the aim of implementing this Agreement through bilateral consultations and through the submission or recommendations to the competent authorities, a Joint Commission is hereby estab lished, composed of representatives of the competent tourism authorities and organisations of the two Parties.

The Commission's meetings shall take place in each of the two countries alternately, at a time agreed upon by the Contracting Parties. Each meeting shall be presided over by the Head of the Delegation of the Country in which it is taking place.

The country in which each session of the Commission takes place will be responsible for the organisation of its work and host of the delegation of the other country.

The working language of the Commission is English.

The agenda for each meeting will be jointly established at least one month before each meeting.

The Commission will draw up its programme of work as well as the order of priority of the topics and problems to be dealt with, taking into consideration the Annex to the present Agreement.

ARTICLE 4

This Agreement shall be applied provisionally from the date of its signature and shall enter into force when the necessary legal requirements by the two Parties are completed and upon receipt of such notification by the second Party.

ARTICLE 5

This Agreement shall be valid for a period of five (5) years. Its validity shall thereafter be tacitly extended for additional periods of two (2) years, unless denounced by notification by one of the Contracting Parties six (6) months before the termination date.

Done in Athens on June 2, 1987 in two originals in English.

FOR THE GOVERNMENT THE HELLENIC REPUBLIC	FOR THE GOVERNMENT OF OF THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN
YIANNIS KAPSIS UNDERSECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS	DOGAN HINDAWI MINISTER OF EDUCATION ACTING MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

ANNEX to the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan concerning cooperation in the field of tourism.

Points to be submitted to the Commission for consideration.

1. Frontier Formalities
a. Identity papers/passports
b. Customs
c. Foreign currency

Facilities to be granted to the nationals of the countries in question within the framework of their prevailing legislation.

2. Surveys and Promotion

Cooperation for joint surveys in countries supplying tourism.

1.a. Marketing
b. Travel agencies and organizations
c. Tourism clubs
d. Press
e. Transportation companies etc.
2.a. Promotion
b. Joint actions, Publication, Exhibitions, Publicity, etc
3. Tourist Regulations
a. Hotel and Minimum Standards
b. Camping sites and Minimum Standards
c. Travel agencies and tour operators

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως του Χασεμιτικού Βασιλείου της Ιορδανίας για συνεργασία στον τομέα του Τουρισμού

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Χασεμιτικού Βασιλείου της Ιορδανίας αναγνωρίζοντας την κοινωνικοπολιτιστική και οικονομική δυναμική του Τουρισμού ως άριστο όργανο προωθήσεως της αμοιβαίας κατανοήσεως, της καλής θελήσεως και των στενών σχέσεων μεταξύ λαών που επιθυμούν να αναπτύξουν μια στενότερη και καρποφόρα διμερή συνεργασία στον τομέα του Τουρισμού, εις όφελος αμφοτέρων των χωρών, συμφωνούν ως εξής:

ΑΡΘΡΟ 1

Τα συμβαλλόμενα μέρη θα λάβουν όλα τα αναγκαία μέτρα

για να προωθηθεί ο τουρισμός και να αυξηθούν οι τουριστικές ανταλλαγές μεταξύ των δύο χωρών, καθώς και για να ενθαρρύνουν τη ροή τουριστών από άλλες χώρες προς αμφότερες τις πλευρές.

Για το σκοπό αυτόν, αμφότερα τα μέρη θα καταβάλλουν ιδιαίτερη φροντίδα για τη συνεργασία στον τομέα των επικοινωνιών, της κοινής τουριστικής προωθήσεως, στον τομέα της εκπαιδεύσεως - περιλαμβανόμενης και της ξενοδοχειακής, χειροτεχνικής και επαγγελματικής εκπαιδεύσεως - και της ανταλλαγής πληροφοριών πάνω στην αποκτηθείσα πείρα στον τομέα του Τουρισμού.

ΑΡΘΡΟ 2

Τα δύο συμβαλλόμενα μέρη θα εξετάσουν τις δυνατότητες διευκολύνσεως και προωθήσεως της ροής τουριστών μεταξύ των δύο χωρών, μέσα στα πλαίσια των νόμων και των κανονισμών τους.

ΑΡΘΡΟ 3

Με στόχο την εφαρμογή αυτής της Συμφωνίας μέσω διμερών διαβουλεύσεων και μέσω της υποβολής υποδείξεων προς τις αρμόδιες αρχές, ιδρύεται δια της παρούσης μια Μεικτή Επιτροπή, συνισταμένη από εκπροσώπους των αρμόδιων αρχών και οργανισμών για τον Τουρισμό των συμβαλλομένων.

Οι συνεδριάσεις της Επιτροπής θα λαμβάνουν χώρα εκ περιτροπής σε κάθε χώρα σε χρόνο που θα συμφωνείται από τα συμβαλλόμενα μέρη. Κάθε συνεδρίαση θα προεδρεύεται από τον αρχηγό της αντιπροσωπείας της χώρας όπου πραγματοποιείται.

Η χώρα στην οποία πραγματοποιείται κάθε σύνοδος της Επιτροπής θα είναι υπεύθυνη για την οργάνωση των εργασιών της και για τη φιλοξενία της αντιπροσωπείας της άλλης χώρας.

Η γλώσσα των εργασιών της Επιτροπής είναι η αγγλική.

Η ημερήσια διάταξη κάθε συνεδριάσεως θα καταρτίζεται από κοινού τουλάχιστον ένα μήνα προ της συνεδριάσεως.

Η Επιτροπή θα καταρτίσει το πρόγραμμα εργασίας της, καθώς και τη σειρά προτεραιότητας των θεμάτων και προβλημάτων που θα συζητηθούν, λαμβάνοντας υπόψη το Παράρτημα της παρούσας Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 4

Η Συμφωνία αυτή θα εφαρμόζεται προσωρινά από την ημέρα της υπογραφής της και θα τεθεί σε ισχύ όταν ολοκληρωθούν οι αναγκαίες νομικές διατυπώσεις από τα δύο μέρη και μόλις ληφθεί σχετική ειδοποίηση από το δεύτερο μέρος.

ΑΡΘΡΟ 5

Η Συμφωνία αυτή θα ισχύσει για περίοδο πέντε (5) ετών. Η ισχύς της έκτοτε θα παρατείνεται σιωπηρώς για επιπλέον διετείς περιόδους, εκτός αν καταγγελθεί με ειδοποίηση από ένα από τα συμβαλλόμενα μέρη, έξι (6) μήνες πριν από την ημερομηνία λήξεως.

Συνετάγη στην Αθήνα την 2 Ιουνίου 1987 σε δύο πρωτότυπα στην αγγλική.

ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
(υπογραφή)
ΓΙΑΝΝΗΣ ΚΑΨΗΣ
ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΟΥ ΧΑΣΕΜΙΤΙΚΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΙΟΡΔΑΝΙΑΣ
(υπογραφή)
ΝΤΟΓΚΑΝ ΧΙΝΤΑΟΥΙ
ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ, ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ
ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ της Συμφωνίας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως του Χασεμιτικού Βασιλείου της Ιορδανίας, που αφορά τη συνεργασία στον τομέα του Τουρισμού. Θέματα προς υποβολή στην Επιτροπή για εξέταση.

1. Συνοριακές διατυπώσεις
α. Έγγραφα ταυτότητας/διαβατήρια
β. Τελωνεία
γ. Ξένο νόμισμα

Διευκολύνσεις που θα παρασχεθούν στους πολίτες των εν λόγω χωρών μέσα στα πλαίσια των ισχυουσών νομοθεσιών τους.

2. Έρευνες και Προώθηση

Συνεργασία για κοινές έρευνες σε χώρες που προμηθεύουν τουρίστες.

1. α. Μάρκετινγκ
β. Πρακτορεία και οργανισμοί ταξιδίων
γ. Λέσχες Τουρισμού
δ. Τύπος
ε. Μεταφορικές εταιρείες κ.λπ.
2. α. Προώθηση
β. Κοινές ενέργειες, Εκδόσεις, Εκθέσεις, Δημοσιότητα κ.λπ.
3. Τουριστικοί κανονισμοί
α. Ξενοδοχεία και Ελάχιστα Πρότυπα
β. Χώροι κατασκηνώσεως (camping) και Ελάχιστα Πρότυπα
γ. Πρακτορεία ταξιδίων και οργανωτές εκδρομών (tour operators)

Άρθρο δεύτερο

Τα σε εκτέλεση της Συμφωνίας αυτής Πρωτόκολλα-Πρακτικά, που καταρτίζονται από τη Μεικτή Επιτροπή του άρθρου 3 αυτής, εγκρίνονται με κοινή πράξη των αρμόδιων κατά περίπτωση υπουργών.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρουμένης Συμφωνίας από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου (4) αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΕΥΘ. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1994 (3)

Κύρωση Συμφωνίας συνεργασίας στον τομέα του τουρισμού μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28, παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία συνεργασίας στον τομέα του τουρισμού μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας, που υπογράφηκε στο Πεκίνο στις 16 Απριλίου 1988, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΣΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΟΥ ΤΟΥΡΙΣΜΟΥ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΝ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΛΑΪΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΚΙΝΑΣ

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κίνας (στο εξής αναφερόμενες ως τα "Συμβαλλόμενα Μέρη"), με σκοπό τη σύσφιγξη των φιλικών σχέσεων των δύο χωρών, την προαγωγή της αμοιβαίας κατανόησης μεταξύ των λαών τους και την επέκταση της διμερούς συνεργασίας στον τουριστικό τομέα πάνω σε βάση ισότητας και αμοιβαίας ωφέλειας, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα επιδείξουν ιδιαίτερη προσοχή στην ανάπτυξη και ενίσχυση των τουριστικών σχέσεων μεταξύ των δύο χωρών με σκοπό οι λαοί τους να γνωρίσουν καλύτερα τη ζωή, την ιστορία, τον πολιτισμό και τις οικονομικές εξελίξεις των δύο χωρών.

Άρθρο 2

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διευρύνουν ενεργώς τις αμοιβαίες ανταλλαγές στον τουριστικό τομέα και θα ενθαρρύνουν τους οργανισμούς τουρισμού, τουριστικές ενώσεις και οργανώσεις των δύο χωρών να συνάψουν σχέσεις και

Άρθρο 3

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ενθαρρύνουν τα ταξιδιωτικά γραφεία και άλλους οργανισμούς, που εργάζονται στον τομέα του τουρισμού, να προγραμματίζουν οργανωμένα ταξίδια και άλλες ειδικές δραστηριότητες (μορφωτικής ή αθλητικής φύσεως, εκθέσεις, επαγγελματικά ταξίδια), αποδίδοντας ιδιαίτερη σημασία στα ταξίδια των νέων.

Άρθρο 4

Προς καλύτερη ενημέρωση του λαού εκάστης χώρας πάνω στις τουριστικές εξελίξεις της άλλης, τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ενθαρρύνουν την αμοιβαία ανταλλαγή τουριστικών πληροφοριών, πληροφοριακού υλικού, ταινιών και εκθέσεων κ.λπ., και την ανταλλαγή τουριστικών εντύπων, υλικού έρευνας, καθώς και άλλων πληροφοριών και στατιστικών σχετικών με τον τουρισμό. Τα προαναφερόμενα υλικά θα είναι απαλλαγμένα από δασμούς.

Άρθρο 5

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα υποστηρίζουν την αμοιβαία ανταλλαγή επισκέψεων τουριστικών εμπειρογνωμόνων και δημοσιογράφων.

Άρθρο 6

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διερευνήσουν τις δυνατότητες τεχνικής συνεργασίας στον τομέα του τουρισμού και ιδιαίτερα στην εκπαίδευση επαγγελματικού προσωπικού τουρισμού.

Άρθρο 7

Οι τουριστικοί οργανισμοί των Συμβαλλόμενων Μερών θα οργανώσουν συναντήσεις, όταν κρίνεται αναγκαίο, στις δύο χώρες εναλλάξ, για να ανασκοπούν την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας και θα υπογράφουν σχετικά Πρωτόκολλα, όταν κρίνεται αναγκαίο.

Άρθρο 8

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ τριάντα (30) μέρες μετά την ημερομηνία κατά την οποία τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ειδοποιήσουν αμφότερα, με ανταλλαγή διπλωματικών διακοινώσεων, ότι όλες οι απαραίτητες νομοθετικές διαδικασίες για την έναρξη της ισχύος αυτής της Συμφωνίας έχουν περατωθεί. Η Συμφωνία αυτή θα παραμείνει σε ισχύ για μία περίοδο πέντε (5) ετών. Μετά τη χρονική αυτή περίοδο θα παρατείνεται αυτομάτως για μία περίοδο δύο (2) ετών κάθε φορά, εκτός εάν το ένα των Συμβαλλόμενων Μερών δηλώσει εγγράφως πρόθεση τερματισμού της έξι (6) μήνες πριν από την εκπνοή της ισχύος της.

Η παρούσα Συμφωνία υπογράφηκε στο Πεκίνο, στις 16 Απριλίου 1988 σε δύο (2) αντίτυπα, στην ελληνική και στην κινεζική γλώσσα και αμφότερα τα κείμενα έχουν την ίδια ισχύ.

ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ	ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ ΛΑΪΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΚΙΝΑΣ
(υπογραφή)	(υπογραφή)

Άρθρο δεύτερο

Τα Πρωτόκολλα-Πρακτικά, που καταρτίζονται σε εκτέλεση του άρθρου 7 της Συμφωνίας αυτής κατά τη συνάντηση των Τουριστικών Οργανισμών των δύο Συμβαλλόμενων Μερών, εγκρίνονται με κοινή Πράξη των αρμόδιων κατά περίπτωση υπουργών.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρούμενης Συμφωνίας από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων, που προβλέπονται στο άρθρο 8 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ	**ΕΥΘ. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Δεκεμβρίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34 Ταχ. Κώδικας: 104 32 TELEX : 22.3211 YPET GR	Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 50. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 80, από 17 έως 24 δρχ. 100

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 30 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	10.000	Δρχ.	500
β) » » » Β'	»	19.000	»	950
γ) » » » Γ'	»	6.000	»	300
δ) » » » Δ'	»	18.000	»	900
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	12.000	»	600
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	6.000	»	300
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	3.000	»	150
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	6.000	»	300
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	1.500	»	75
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	40.000	»	2.000
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	85.000	»	4.250

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320